

P. o.germ.

157

R

O. germ. 157 R

Bornhäuser

P. o. germ. 154 h

Schweizerbart et Treuherz

DE

THOMAS BORNHAUSER,

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR

J. L. B. LERESCHE,

MINISTRE DU S^t-ÉVANGILE.

Les hommes sont tous
libres, égaux et frères.



LAUSANNE.

CHEZ GEORGES ROUILLER, LIBRAIRE.

—
1835.

BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS.

Bayerische
Staatsbibliothek
München

SCHWEIZERBART

ET

TREUHERZ.

I.

IL est, amis, une terre sacrée,
Où tous ses fils veulent enfin mourir.
Du haut des monts dont elle est entourée,
Lequel de nous la vit sans s'attendrir?
Cimes qu'argente une neige durcie,
Rocs dans les airs dressés comme des tours;
Vallons fleuris, Helvétie! Helvétie!
C'est toi, c'est toi, que nous aimons toujours.

2.

La liberté, depuis les anciens âges
Jusques à ceux où flottent nos destins,
Aime à poser ses pieds nus et sauvages
Sur les gazons qu'ombragent nos sapins.
Là sa voix forte éclate et s'associe
Avec la foudre et ses roulemens sourds;
A cette voix, Helvétie! Helvétie!
Nous répondrons, nous qui t'aimons toujours.

3.

Mais, oh! dis-nous! tes secrètes vallées
Que la rosée enrichit de ses pleurs,
Pourquoi souvent furent-elles foulées
Par l'étranger qui moissonnait tes fleurs?
De tes torrens, pourquoi l'onde noircie
Dut-elle voir le sang tacher son cours?
Oh! dis-le nous, Helvétie! Helvétie!
Car nous t'aimons et t'aimerons toujours.

4.

C'est la discorde! oh! oui, telle est la plaie
Qui te dévore et te ronge le sein.
Extirpe la! puisque ta main balaie
De faux enfans le corrupteur essaim!
Ou tu verras, terrible prophétie!
Périr ton nom, ta gloire et tes beaux jours;
Mais alors même, Helvétie! Helvétie!
Nous qui t'aimons, nous t'aimerons toujours.

Ainsi chantaient quelques élèves du gymnase catholique de St. Gall, assis dans une baie du lac de Constance. C'était par un beau jour de printemps. La montagne et la vallée venaient

de revêtir leur verte parure ; du sein d'une forêt d'arbres fruitiers en fleur retentissait le chant des oiseaux , et sur le lac azuré , qu'effleuraient de blanches voiles , les Alpes voisines répétaient leurs contours. Quelques groupes de paysans , d'ouvriers , de citadins étaient assis sur le rivage , tous admirant le réveil de la nature et la beauté de la vue qui se déroulait à leurs regards. Ici une société joyeuse savourait les produits du lac et dégustait un vin généreux ; là des rires bruyans révélaient la présence de joueurs aux quilles ; ailleurs on lisait des journaux ; quelques personnes , plongées dans une douce rêverie , contemplaient les villes et les villages qui semblaient sortir des eaux sur la rive opposée. Bientôt commença l'entretien suivant :

Un Régent. Ces jeunes gens ont chanté en maître ; ce petit là surtout à une voix très-agréable.

Schweizerbart. Chanter , oui , nous pouvons bien le faire ; — mais c'est tout ; là seulement nous avons une patrie , car nous n'en avons point en réalité.

Le Régent. Comment l'entends-tu ? Tu n'es pas de bonne humeur.

Schweizerbart. Comment je l'entends ? Je vais te le dire. Demande à cet Appenzellois où est sa patrie , il te montrera du doigt Voegelinsek ; car sa patrie ne s'étend que de Stoss à Wadtobel. Les St. Gallois et les Thurgoviens lui sont déjà supérieurs , comme le demi-sauvage l'est au sauvage proprement dit. Adresse la même question à ces cavaliers-modèles de Zurich , le *Spiessburger* te répondra avec un orgueil mal déguisé que Zurich est sa patrie. Vas-tu dans les Grisons ou à Genève ? l'aubergiste te demandera si tu viens de la Suisse.

Le Régent. Ce seront des gens sans éducation qui n'auront pas étudié à l'école la géographie de la patrie. C'est aussi une ancienne façon de parler , comme de nos jours encore les paysans d'Egnach entendent par l'étranger tout ce qui ne fait pas partie de leur commune.

Schweizerbart. Non ! non ! ce n'est pas seulement une ancienne façon de parler , ce n'est pas uniquement l'erreur d'un ignorant ; c'est l'esprit cantonal qui se manifeste partout ; et , à cet égard , les hommes soi-disant éclairés sont pires encore que le simple paysan. Lis tous les journaux , entre dans les salles de tous les Grands Conseils , c'est le même mal vingt-deux fois répété. Cantonalisme , rien que Cantonalisme. Vous trouvez dans notre Suisse des Zuricois , des St. Gallois , des Genevois , des Vaudois ; mais des Suisses , vous n'en trouverez pas , quand bien même vous les chercheriez en plein jour

avec une lanterne. Tant qu'il s'agissait de leurs cantons et de la réforme de leurs constitutions cantonales, ils étaient tout feu, tout enthousiasme; mais maintenant qu'il faut réformer la constitution fédérale, quel relâchement! quel égoïsme! Même les hommes qui, en 1830, étaient à la tête du mouvement, ont failli quant à la question fédérale; ils ne valent pas un denier depuis qu'ils se rengorgent dans leurs fauteuils.

Tiefenbass. Oui, oui, ils nous ont fait, la plupart, rondement la queue! Ils ont visé à des places bonnes, lucratives, et rien de plus. Ils sont parvenus à leurs fins; mais nous, André, qu'avons-nous retiré de la nouvelle liberté? Tu dois payer des impôts, des contributions et des redevances, des dîmes et des cens, l'intérêt de tes dettes au cinq pour cent comme ci-devant. Je veux être damné si, par le moyen de la nouvelle constitution, je gagne gros comme une noisette pendant toute l'année; aussi ne m'enverront-ils pas un poisson d'Avril une seconde fois. Que m'importe la nouvelle constitution fédérale! J'ai plus qu'il ne m'en faut de la nouvelle constitution cantonale.

Un Municipal. Nous y voici. Chat échaudé craint l'eau froide. Si les paysans avaient ainsi pensé en 1830, nous aurions encore aujourd'hui l'ancienne constitution.

Un Etranger. Le peuple regrette-t-il donc réellement l'ancienne constitution?

Schweizerbart. O, ne le croyez pas, cher Monsieur! Il y a, à la vérité, parmi nous des gens qui verraient volontiers qu'on ne travaillât pas, qu'on ne payât plus ni impôts, ni dettes, et qu'on n'eût plus à redouter l'autorité. Ces gens sont mécontents; — mais le nombre n'en est pas très-grand. Je suis sans crainte pour la constitution cantonale, mais ce qui m'attriste, c'est que la réforme fédérale n'avance pas.

Tiefenbass. Fou tu es, fou tu resteras, et *punctum.* Tu ne peux pas boire un verre de vin sans casser la tête des autres avec ta maudite politique. Que nous fait le pacte, la patrie? Nous sommes des paysans, nous devons travailler et boire, et laisser le soin de la patrie aux Messieurs, qui s'y entendent et qui finalement sont payés pour ça.

Schweizerbart. Crois-tu donc que je doive suivre ma charrette sans plus réfléchir que mes deux bœufs qui la traînent? Crois-tu que manger et boire puisse me suffire comme à eux? J'aimerais mieux qu'il m'arrivât encore aujourd'hui, tiens, je ne sais quoi. Tu penses que les affaires fédérales ne regardent pas les paysans. Mille bombes! j'en ai fait l'expérience. Lorsque dans l'été de 1833 la Diète jabotait à Zurich et faisait

la révérence à Messieurs les Sarniens, tant qu'enfin Abyberg surprit Kussnacht et que les Bâlois incendièrent Pratelen, cela ne voulait pas dire : André Schweizerbart, les affaires fédérales ne te regardent pas, — cela voulait dire au contraire : Envoie tes deux lurons à Schwytz et à Bâle. Ils durent quitter la maison, endosser le havresac ; mon Annette pleura à en mourir, et pendant tout l'été il me fallut faire faire mon ouvrage par des mains étrangères. Qui doit payer quand nos mauvaises institutions fédérales nécessitent la convocation de Diètes, l'une sur l'autre ? Qui en souffre quand notre cantonalisme nous rend si méprisables que le plus mince principicule de l'Allemagne peut impunément nous chicaner au moyen de ses lignes de douanes et nous empêcher d'écouler notre vin et nos produits ? Mille tonnerres ! Il me semble que les affaires fédérales regardent aussi un peu le paysan et l'ouvrier.

Le Municipal. Cet homme a une bonne langue. — C'est probablement dans les sociétés politiques qu'il l'a si bien aiguisée. Il y a peu d'années qu'on n'aurait pas impunément parlé avec cette hardiesse. Voilà ce dont nous sommes redevables à la nouvelle constitution, — chacun veut politiquer et personne plus travailler. Comment cela finira-t-il ? Que le cordonnier reste à son tire-pied, tel est mon principe ! Le paysan est fait pour la campagne, l'ouvrier pour la boutique, le médecin pour le malade, le curé pour la chaire et le souverain pour l'état.

Tiefenbass. C'est ça, Dieu me damne, c'est ça. Le paysan doit être paysan et le seigneur, seigneur. La chemise est plus près que le manteau ; ma bourse m'intéresse plus que la Suisse ; — je suis père de famille, je songe à ma femme et à mes enfans, — et après cela *punctum.*

Le Municipal. Et tout honnête homme pensera comme vous.

Schweizerbart. Et ce sera assez fâcheux ! — J'avais bien raison de dire : La Suisse est belle, mais elle ne renferme point de Suisses.

Treuherz. Eh ! Eh ! vous en faites pourtant un peu trop à notre brave Schweizerbart. Une république n'est pas une filature où chacun doive faire mécaniquement la portion de travail qui lui est assignée et où il faille laisser aux Messieurs le soin de l'ensemble. Montesquieu a dit : « La vertu, ou le patriotisme, est le principe vital de la république » ; et Jean de Muller : « C'est le secret de la tyrannie que chacun ne songe qu'à soi et personne à la société ». C'est pourquoi je ne blâmerais pas le réveil de notre peuple ; bien au contraire, je voudrais faire pénétrer l'esprit fédéral dans toutes les cabanes, éveil-

der l'amour de la patrie dans le cœur du plus simple citoyen et y en faire briller la sainte flamme. Tu n'es pas seulement journalier, paysan et ouvrier, crierais-je à chaque Suisse : tu es aussi citoyen, homme et chrétien. Cette main de l'éternelle Providence qui t'enchaîne à tes parens, à ta femme et à tes enfans par les liens sacrés du sang et de l'amour, elle t'enchaîne aussi au sol de tes pères, à cette Suisse grande, belle et libre. Vois ces Alpes majestueuses, ces lacs azurés, ces gracieuses vallées, — ton cœur ne se dilate-t-il pas ? Ne sens-tu pas que tu es Suisse, que tu dois consacrer à la patrie ton amour, ta vie ! Tu as femme et enfans ? Bien ! Guillaume Tell, Arnold de Winkelried, — eux aussi avaient femmes et enfans, et cependant Tell ne s'inclina pas devant le chapeau de Gessler et Winkelried embrassa les lances mortelles. Les devoirs domestiques n'anéantissent pas les devoirs sociaux. C'est précisément le contraire. Celui qui aime vraiment sa femme et ses enfans, doit aussi aimer sa patrie. Le bonheur individuel subsiste et tombe avec le bonheur général. La liberté et l'indépendance de la Suisse sont un héritage sacré que nous avons reçu de nos pères ; nous devons le laisser intact, même augmenté de nos propres travaux, à nos enfans et à nos neveux.

Le Municipal. Tout cela est bien beau ; mais le paysan, l'ouvrier, etc., ne comprennent pas grand'chose au pacte et aux améliorations dont il a besoin. Cela exige des hommes savans, versés dans la science du droit et les finesses de la diplomatie.

Treuherz. Les hommes qui fondèrent la confédération Suisse, ceux qui la défendirent dans de sanglantes batailles n'étaient pas des savans, mais bien des hommes éclairés et aimant par dessus tout la patrie. La politique de la Suisse est très simple ; ce qui est vraiment utile à la patrie doit être facilement compris par une intelligence ordinaire et peut être facilement exprimé dans un langage à la portée de tous.

Le Municipal. Quand j'accorderais encore tout cela, à quoi bon politiquer ? Croyez-vous que la Diète, ou les Grands Conseils, fasse attention, par exemple, à ce qu'un André Schweizerbart dit ici ou écrit dans la *Sentinelle* ? Assurément non.

Treuherz. Je suis d'une opinion tout-à-fait opposée. Le flocon de neige qui se détache de la cîme de la montagne est léger et insignifiant ; mais il se joint à d'autres flocons, il devient une boule, une masse de neige, et, gigantesque avalanche, se précipite avec le fracas du tonnerre dans la vallée. Il en est de même de la question fédérale. Les opinions de chaque individu forment l'opinion publique. « Une opinion publique éclairée, comme l'a dit Talleyrand, est plus sage que tous les phi-

losophes de la terre et plus puissante que toutes les armées Napoléon. » Tant que le peuple de la plupart des cantons prendra aucune part à la réforme fédérale, nos diplomates nous feront aucun pacte vraiment national et par conséquent durable. Que des idées plus nettes sur cet objet règnent en revanche sous le toit de chaume du campagnard et dans la cabane du berger, les amis de la réforme verront alors leurs propositions bien mieux accueillies, et les défenseurs des anciens abus trembleront devant la puissance de l'opinion publique.

II.

Tandis que Treuherz parlait ainsi, le cercle qui s'était insensiblement formé autour de lui l'écoutait d'une oreille attentive. Un silence solennel suivit ses paroles. Vive Monsieur Treuherz! s'écria tout-à-coup André Schweizerbart. Au succès d'un nouveau pacte populaire! répondit le brave Treuherz et les verres se choquèrent joyeusement de table en table. Un sourire moqueur se promena sur les lèvres de Monsieur le conseiller municipal; quant à l'étranger, les larmes qui perlaient le long de ses paupières tombèrent dans le verre qu'il avala promptement.

Le municipal. Mais est-il bien prouvé que notre pacte actuel ait besoin d'être amélioré? Pendant des siècles la Suisse a vécu heureuse et paisible, et cependant ses institutions fédérales étaient à peu près les mêmes que celles qui nous régissent aujourd'hui. La chose ne doit donc pas être aussi mauvaise que les Messieurs voudraient le faire croire au peuple.

Treuherz. Avant de répondre à cette question, permettez-moi de vous en faire une autre. Avez-vous toujours porté l'habit que je vous vois aujourd'hui?

Le Municipal. Oh, non!

Treuherz. Et pourquoi pas?

Le Municipal. Quelle idée! Un habit durerait-il cinquante ans?

Treuherz. Mais, avez-vous toujours fait faire vos habits sur le même patron et de la même grandeur?

Le Municipal. Tout aussi peu.

Treuherz. Pourquoi?

Le Municipal. La mode a changé et mon goût avec elle. Le vêtement de l'enfant était trop petit pour le jeune homme, et ce qui paraît le jeune homme ne convenait plus à l'homme fait.

Treuherz. Il en est précisément de même de notre patrie. L'habit de la Confédération, c'est le pacte fédéral. La Confé-

dération a eu aussi ses différens âges. Ce qui convenait à trois cantons est nuisible à vingt-deux, et ce qui s'accordait avec les institutions féodales antérieures au 19^e siècle, ne rime plus avec les libres créations de 1834.

Le Municipal. Que la Suisse du 19^e siècle ne soit plus la Suisse du 15^e et du 16^e, c'est assurément une vérité que je ne puis nier.

Treuherz. Attendez! L'Europe du 19^e siècle n'est plus également l'Europe du 15^e. Le roi de France et l'Empereur d'Autriche ne sont plus d'impuissans souverains du moyen-âge, paralysés dans leurs mouvemens par les institutions féodales et l'opposition mutine des vassaux. Si au milieu de ces rivaux puissans, nous voulons conserver une position pleine de dignité, nous devons réunir nos forces morcelées, aussi intimement que le permet la nature d'une république. L'année 1798 ainsi que l'année 1813, nous a prouvé que sans unité la Suisse est perdue, c'est au bruit des canons français et autrichiens que cette grande leçon de Machiavel fut annoncée aux fils des Alpes: « Les états périssent en grande partie parce que, tandis que les temps et les circonstances changent, ils ne changent pas leurs institutions. »

Le Municipal. En revanche, les années 1802 et 1814 nous ont aussi prouvé que le peuple Suisse ne veut pas d'unité plus grande; la constitution de la République Une et Indivisible et l'Acte de Médiation, que nous donna Napoléon, tombèrent dès qu'ils perdirent l'appui de la France.

Treuherz. J'ai du peuple Suisse une trop bonne opinion pour pouvoir admettre qu'il soit ennemi d'une unité plus grande, en tant qu'on ne met pas convenablement en rapport la vie cantonale avec la vie nationale. C'est précisément ce qui manquait du temps de la république helvétique et de l'acte de médiation; il s'y joignait encore une faute capitale, je veux parler de l'influence étrangère sous laquelle la constitution unitaire et l'acte de médiation furent mis en vigueur. C'est, vous le savez bien, le même reproche que mérite le pacte de 1815.

Schweizerbart. Seulement point de tailleurs étrangers! Les ministres des hautes puissances n'ont pas besoin de fournir le patron de nos colottes suisses. Au diable ce pacte de 1815! car, comparé à la constitution unitaire et à l'acte de médiation, ceux-ci sont encore sacrés à nos yeux.

Le Municipal. Il y aurait encore sur ce sujet beaucoup à dire.

Le Régent. On parle tant de ce pacte de 1815 et cependant il est inconnu à la plupart d'entre nous. C'est pourquoi nous désirerions, quelques personnes et moi, que M. Treuherz eût

la bonté de nous expliquer un peu plus en détail les défauts de notre constitution fédérale actuelle.

Treuherz. De bien bon cœur, braves citoyens. Mais par où commencerai-je ? Je pense par le commencement, par la source. Je parlerai de la source bourbeuse d'où a coulé le pacte bourbeux de 1815. — Lorsque les patriciens de Berne, de Zurich, de Lucerne, de Soleure et de Fribourg eurent aboli les constitutions populaires de l'acte de médiation, on fonda une nouvelle alliance qui devait avoir pour but l'abaissement plutôt que le maintien de la liberté.

Le Régent. Comment se fit-il que les populations des différents cantons donnèrent leur consentement à une telle alliance ?

Treuherz. On ne consulta pas les populations. Les gouvernemens et les grands-conseils, conduits par les premiers à la lisière, conclurent cette alliance pour se défendre mutuellement.

Le Régent. Le premier vice du pacte actuel consisterait ainsi en ce que celui-ci ne repose pas sur la base de la souveraineté du peuple.

Treuherz. Tout juste. Sur cette base oblique on ne pouvait élever qu'un édifice oblique. La crainte de leur propre peuple fut le sentiment qui anima les fondateurs du pacte de 1815. Garantie de leurs propres personnes et de leurs familles fut le but principal, tout le reste — accessoire. Les gouvernemens qui dans leurs propres cantons se barricadaient contre ce qu'ils appelaient les caprices du peuple, ne voulurent pas non plus se laisser lier les mains par des obligations envers la confédération. Esclavage dans les cantons, coudées franches dans l'alliance, tel fut leur principe. La souveraineté cantonale devint l'idole qu'on encensa extérieurement, et l'égoïsme la passion qu'on adora en secret. La grande patrie fut un mot vide de sens, le pacte ne nous réunit plus en une nation. C'est le second vice fondamental que je reproche aux institutions fédérales actuelles.

Le Municipal. Vous reprochez à la constitution ce qui est implanté dans l'esprit des Suisses eux-mêmes. Ce peuple, composé d'Allemands, de Français, d'Italiens, divisés à l'infini par l'histoire, la langue, les mœurs, la religion, ne fut jamais une véritable nation ; il manque de ce sentiment supérieur de personnalité susceptible de fondre ensemble tous ces contrastes. C'est une folie de mépriser les avertissements de l'histoire, et de vouloir réunir ce qui, par sa nature, doit être séparé.

Treuherz. Il est vrai que les Suisses sont une nation mélan-

gée d'Allemands, de Français et d'Italiens ; mais, malgré la différence de langues, de mœurs et de religion, ils sont pourtant une nation. Ils ont un certain trait caractéristique, une nationalité, qui les distingue de tous les peuples de l'Europe.

Le Municipal. Et ce trait, cette nationalité, c'est....

Treuherz. L'amour de la liberté et la haine de la servitude. L'amour de la liberté, la crainte de la perdre, voilà ce qui a réuni nos pères en nation, voilà ce qui doit aussi en faire une de nous. Qu'il y ait du reste un certain penchant à la souveraineté cantonale et au morcèlement dans les cantons, la mission du législateur n'est pas de nourrir ce penchant. Il doit combattre et chercher à faire disparaître cet obstacle naturel ; c'est pourquoi on a un pacte et une Confédération.

Vous connaissez, Monsieur le municipal, l'histoire de la mort de Tschinghis-Khan, mais quelques-uns de ces jeunes citoyens ne la connaissent probablement pas ; qu'il me soit donc permis de la leur raconter. Ce grand conquérant de l'Orient, songeait, couché sur son lit de mort, aux nombreux dangers qui menaçaient son nouvel empire et à la discorde qui pourrait éclater entre ses fils, ce qui amènerait la ruine prochaine de l'édifice qu'il avait construit. C'est pourquoi il fit réunir ses douze fils autour de son lit et leur présenta douze verges fortement liées ensemble. Quel est celui d'entre vous qui pourra rompre ce faisceau, demanda Tschinghis-Khan ? Tous essayèrent à leur tour, depuis le cadet jusqu'à l'aîné, mais aucun ne le put. Alors le père défit le lien, leur tendit les verges l'une après l'autre, et voici, chacun, même le plus faible, put maintenant rompre chaque verge sans peine. Eh bien ! tel sera votre destin, enfans ! Fortement unis, vous résisterez à l'ennemi le plus fort ; divisés, vous succomberez sous le plus faible. Le père dit et mourut ; mais les fils oublièrent ses avertissements et.... périrent.

Le Municipal. C'est une vieille histoire.

Treuherz. L'histoire est vieille et la vérité qu'elle renferme beaucoup plus vieille encore. La concorde rend fort, la discorde paralyse. Nous devons d'autant plus déplorer que les hommes de 1815 n'aient pas pris à cœur cette simple et vieille vérité, et que, des vingt-deux cantons de la Confédération Suisse, ils aient fait vingt-deux bâtons, sans lien solide, sans dignité et sans force !

Le Municipal. La concorde doit prendre racine dans l'esprit, non dans les formes.

Treuherz. Les hommes les plus paisibles peuvent aussi être désunis quand ils vivent dans des relations défectueuses et

chancelantes. On a déposé dans notre constitution fédérale des œufs de serpens dont le temps fera éclore des malheurs.

Le Régent. Neuchâtel n'est-il pas un de ces œufs de serpent ?

Treuherz. La discorde règne malheureusement aussi bien dans les principes vitaux de la nation Suisse que dans la composition des autorités fédérales suprêmes. Il faut ranger sous le premier chef nos relations avec Neuchâtel et Rome. La Suisse est une république, dont la base devrait être uniquement la souveraineté du peuple, et cependant deux souverains, l'un laïque, l'autre ecclésiastique, exercent journellement une influence perturbatrice sur notre vie nationale. Déjà Machiave prédisait à la Suisse que l'influence de Rome, quand elle serait prépondérante dans ce pays, lui nuirait plus que tout autre malheur. L'expérience de trois siècles a justifié cette prédiction, surtout les intrigues de la nonciature depuis 1815 ainsi que chacun peut s'en convaincre en lisant l'excellent histoire de Snell, « sur les changemens ecclésiastiques nouvellement introduits dans la Suisse catholique. » Cependant comme il s'agit spécialement ici du pacte de 1815, je préfère donner ici quelques éclaircissemens sur nos rapports avec Neuchâtel.

III.

Schweizerbart. C'est pourtant un singulier canton que ce canton de Neuchâtel ! Lorsque je dus, il y a deux ans, y conduire un char de marchandises, je vis écrit en grosses lettres à la frontière : « Territoire prussien. » Ouf ! il me sembla qu'on me versait un baquet d'eau froide sur le corps.

Treuherz. Ils n'ont pas besoin de le placarder aux frontières ; on ne le voit que trop. Dans les Diètes, Neuchâtel siège au milieu des vingt-un autres cantons suisses comme un étranger. Neuchâtel n'est pas de chair et d'os comme eux ; Neuchâtel porte sur lui le cachet de l'étranger. Quand les autres Suisses ne sont rien autre que Suisses, les Neuchâtelois au contraire sont Suisses et Prussiens en même temps, et quand les autres habitans des Alpes saluent la liberté comme l'élément de leur vie, les Neuchâtelois sont fiers d'être des sujets du roi de Prusse. Ici est ainsi violé le principe de l'égalité qui veut que chaque canton se donne sans réserve à l'alliance ; ici manque précisément ce que nous déclarons faire la nationalité de la Suisse, il manque la liberté. Le peuple est le souverain dans tous les autres cantons, il y a un maître à Neuchâtel — c'est ce que j'appelle la discorde dans les principes vitaux.

Le Régent. Mais pourquoi a-t-on reçu ce Neuchâtel dans la Confédération Suisse?

Schweizerbart. Parce que le roi de Prusse désira en 1815 que nous prissions sous notre garde la principauté de Neuchâtel qui est complètement séparée des états prussiens, et qui serait gobée en conséquence dans le cas d'une guerre entre la France et la Prusse; nous sommes là comme des Stockfisch montant la garde pour la royale majesté des bords de la Sprée.

Treuherz. Il faut considérer la chose sous un point de vue plus relevé encore, et je pourrais dire, européen. La saine politique des puissances européennes demande que la Suisse soit un pays neutre entre la France, l'Autriche et la Prusse et qu'elle tienne ces rivaux séparés. Mais afin que la Suisse puisse maintenir sa neutralité et qu'elle ne tombe pas sous l'influence de la France, Neuchâtel doit absolument appartenir à la Suisse. Otez Neuchâtel à la Suisse, notre frontière occidentale est à découvert et une armée française n'a besoin que d'une journée de marche pour être dans les capitales des trois cantons de Fribourg, de Soleure et de Berne. C'est parce que les hautes puissances ont reconnu cela que, pour la sûreté de l'Europe, elles ont, au congrès de Vienne, réuni le canton de Neuchâtel à la Confédération Suisse.

Le municipal. En conséquence les hommes qui ont mis les premiers sur le tapis la séparation de Neuchâtel d'avec la Suisse se sont chargés d'une grande responsabilité. C'est une nouvelle preuve du but auquel tend la politique ferrée à neuf de nos révolutionnaires.

Schweizerbart. Par la barbe de St. Ignace, M. le municipal, ne touchez pas aux révolutionnaires. Si l'empereur d'Autriche et celui de Russie avaient sérieusement en vue le repos de l'Europe, ils diraient au roi de Prusse : Monsieur notre frère, laissez voler Neuchâtel de ses propres ailes et cédez-le à la Suisse comme canton indépendant. Je me représente maintenant la Prusse, excusez l'expression, comme un chien sur un tas de foin. Elle ne peut pas défendre Neuchâtel, et cependant elle ne veut céder ce coin de pays ni à la Suisse, ni à la France. La situation de Neuchâtel est contre nature et..... *punctum.*

Le municipal. Balivernes que tout cela ! d'après la constitution que le roi de Prusse a donnée aux Neuchâtelois, le gouvernement de Neuchâtel dans ses rapports avec la Suisse est indépendant du cabinet de Berlin.

Schweizerbart. Je crois plutôt que c'est monsieur le municipal qui veut nous pousser des bourdes. Comment des em-

ployés, nommés et soldés par le roi, peuvent-ils être indépendans? La nature des choses enseigne et l'expérience de vingt années a confirmé que, par ses créatures, le roi de Prusse a une voix médiate en Diète.

Le Régent. Cela mérite réflexion cependant.

Treuherz. Montesquieu a dit : L'esprit de la monarchie, c'est la guerre et la conquête; l'esprit de la république, c'est la paix et la modération. Ces deux espèces de constitutions ne peuvent que d'une manière forcée exister dans une république fédérative. — Nous voyons aussi dans l'histoire romaine que les Véïens, lorsqu'ils eurent élu un roi, furent abandonnés de toutes les petites républiques de la Toscane. Tout fut perdu en Grèce lorsque les rois de Macédoine obtinrent de siéger parmi les Amphyctions.

Le Régent. Que signifie le mot *Amphyctions*?

Treuherz. On nommait ainsi la Diète de l'ancienne Grèce. Vous voyez donc, chers amis, que la leçon de l'histoire s'applique mot pour mot aux rapports de Neuchâtel. La Suisse est contente de son territoire pourvu qu'elle y soit libre et indépendante; son esprit est celui de la paix et de la modération; mais la Prusse est un royaume avide de conquêtes, qui, par cette voie, s'est élevé au rang des premières puissances de l'Europe, un royaume qui, s'il ne veut pas descendre de sa hauteur factice, doit continuer ses conquêtes et arrondir son territoire morcelé. Malheur à la Suisse si elle ne rompt pas à tout prix cette dangereuse alliance! Il y a incompatibilité entre la croix pacifique qui orne le drapeau fédéral et l'aigle prussien au vol audacieux.

Schweizerbart. Celui qui mange des cerises avec les grands seigneurs reçoit les queues à la figure. Tout ou rien, croix ou pile. Que Neuchâtel soit tout Suisse ou tout Prussien!

Le municipal. On voit bien que vous n'êtes pas militaire; sinon, vous ne détruiriez pas le boulevard de la Suisse comme un vieux fourneau.

Treuherz. A quoi sert le boulevard s'il est miné? à quoi bon la sentinelle si peut-être elle-même met le feu à la maison?

Le municipal. Comment l'entendez-vous?

Treuherz. Ce que nous gagnons par la possession de Neuchâtel sous le point de vue militaire, nous le perdons doublement peut-être par les embarras politiques dans lesquels Neuchâtel peut nous entraîner. Représentez-vous qu'une guerre éclate entre la France et la Prusse et que la France occupe la principauté Prussienne de Neuchâtel, — que doit faire la Suisse?

Le Municipal. La Suisse ne doit pas le souffrir; il faut qu'elle tire l'épée pour protéger les confédérés du Jura.

Treuherz. La Suisse doit donc se mettre en guerre avec la France, cette puissance voisine! et pour qui? pour les aristocrates de Neuchâtel qui nous méprisent chaque jour? pour la Prusse qui nous dégrade par ses notes insolentes? nous devons nous sacrifier pour des choses qui ne nous regardent pas?

Schweizerbart. On peut demander cela de frère Jean Boudin, mais non d'un Suisse raisonnable.

Treuherz. Que doit faire Neuchâtel si, dans le cas d'une guerre entre la France et l'Autriche, la Suisse se joint à la France, et que la Prusse reste neutre?

Le Municipal. Je n'en sais rien.

Treuherz. Que devons-nous faire si le peuple neuchâtelois s'insurge contre les comtes et les barons de Neuchâtel, et veuille devenir tout-à-fait libre et suisse?

Le Municipal. Maintenir l'alliance.

Schweizerbart. Oui? je m'y attendais! — cela veut dire : nous devons retourner à Neuchâtel, comme en 1831, opprimer le peuple et livrer les amis de la Confédération, afin que, tels que Rösinger, Meuron, Dubois, Petitpierre, ils soient condamnés à mort par les aristocrates et graciés par le roi de Prusse d'un emprisonnement à vie. Non, de par tous les diables, non. J'en reviens à mes moutons : croix ou pile, pile ou croix. Que Neuchâtel devienne ou tout Suisse, ou tout Prussien.

Le Municipal. C'est plus facile à dire qu'à faire. Neuchâtel appartient à la Suisse et . . . ce qui appartient une fois à la Suisse ne doit pas en être séparé, ne fût-ce que de la largeur de la main.

Le Régent. Mais que dit à ce sujet le roi de Prusse? Ne céderait-il pas sa principauté pour une certaine somme? autant que je le sais, Neuchâtel lui doit être de peu d'utilité.

Treuherz. Il n'est pas facile de répondre. Les aristocrates veulent se séparer à tout prix de la Confédération; la grande partie de la population se cramponne à la Suisse et le roi de Prusse paraît pencher tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Le Municipal. Mais si cela est, je ne puis comprendre que des hommes qui, du reste, parlent toujours de volonté du peuple puissent encore parler un instant de séparation. Le peuple neuchâtelois, dont la majeure partie est attachée à la Suisse, veut rester suisse. Pourquoi? Parce qu'il est perdu sans retour, qu'il devient la proie de ses nobles, dès que vous le repoussez de la Confédération.

Schweizerbart. A d'autres! nous ne voulons pas repousser le peuple neuchâtelois; je préfère mille fois qu'il devienne

tout à fait Suisse. Seulement je ne puis souffrir ces maudites chauve-souris qui ne savent pas si elles sont Suisses ou Prussiennes, républicaines ou sujettes.

Treuherz. Le parti aristocrate neuchâtelois s'est déjà adressé au roi de Prusse et aux cantons pour se séparer de la Confédération ; le parti populaire a fait des démarches en sens contraire. La Confédération seule n'a rien fait que de protéger par la force des armes l'ordre de choses existant à Neuchâtel. Que serait-ce si elle exerçait maintenant l'office de médiateur qu'elle peut réclamer avec droit, et si elle cherchait par la voie des négociations à opérer l'affranchissement complet de Neuchâtel ? Si nous avions fait pour l'affranchissement de nos confédérés autant que les aristocrates neuchâtelois pour leur séparation de la Suisse, alors nous aurions satisfait à ce que notre honneur exigeait, et peut-être non sans succès.

Schweizerbart. Tope ! ça va ! nous rachèterons Neuchâtel de la Prusse, nous recueillerons des contributions dans toute la Confédération ; j'en suis, quand bien même il devrait m'en coûter ma plus belle paire de bœufs.

Le municipal. Négocier l'affranchissement de Neuchâtel de la Suisse est un désir louable ; mais..... c'est peine perdue.

Treuherz. Non, Monsieur, ce n'est pas peine perdue, quand bien même on ne parvient pas au but. L'intérêt que nous prouvons par-là au pauvre peuple neuchâtelois, est un grain semé pour l'avenir. Il luira peut-être le jour où Neuchâtel pourra choisir entre sa réunion à la France ou sa réunion à la Suisse ! Heureux serons-nous, si ce peuple se souvient alors qu'aux jours du malheur il a trouvé des cœurs compâtissans, des cœurs de frères dans toutes les vallées de la Confédération.

IV.

Ainsi discouraient ces confédérés sur les rives du lac de Constance. Sur les bords d'un autre lac, de celui de Neuchâtel, était assise au crépuscule du soir une mère avec ses enfans. Un chagrin profond lui rongait le cœur ; ses larmes tombaient goutte à goutte sur la chevelure bouclée de l'enfant qu'elle tenait sur ses genoux et que, de tems en tems, par mouvemens convulsifs, elle serrait contre son sein maternel oppressé. Pourquoi pleures-tu, maman, lui demanda l'enfant ?

La mère. Je pleure ton pauvre papa que des méchantes gens persécutent.

L'enfant. Mais pourquoi reste t-il tant à venir ? Tu me di-

sais que , si j'étais sage , nous le reverrions bientôt ; mais il ne vient pas encore.

La mère. Hélas , il ne peut pas venir ! Des méchantes gens l'ont enfermé dans une tour obscure et lui ont mis des chaînes aux mains et aux pieds.

L'enfant. Les méchantes gens ! Papa est pourtant si bon et ne leur a non plus rien fait de mal.

La mère. Sans doute. Il voulait du bien à tout le monde ; il voulait que tous fussent libres et heureux et que nous eussions dans notre pays ce que l'on a dans le pays de Guillaume-Tell. C'est pour cela que ces barbares l'ont jeté dans un cachot et l'ont chargé de fers.

Le second enfant. Maman ! quand je serai grand , j'enfoncerai les portes de la prison , délivrerai papa et tuerai les royalistes , comme Tell tua Gessler.

Le premier enfant. Et moi aussi , maman , moi aussi ! —

La mère. Point de pensées de vengeance , mes enfans ! Priez plutôt le bon Dieu qu'il nous secoure et qu'il fléchisse le cœur des juges. Car , hélas , votre bon papa est malade et manque des soins nécessaires. Si sa prison ne s'ouvre pas maintenant , s'il ne peut pas respirer un air pur , être soigné par moi... pauvres enfans , infortunées créatures , vous serez alors peut-être , dans peu de jours , orphelins.... La voix lui manqua.... Mère et enfans pleurèrent amèrement.

Trois jours se passèrent. A chaque aurore le prisonnier malade demandait si , avant sa mort , il ne pourrait pas voir encore sa femme et ses enfans. Le geolier lui ayant déclaré , le troisième jour , que les gracieux seigneurs ne pouvaient accéder à sa demande , il joignit les mains , regarda le ciel en silence , inclina la tête et mourut.

La veuve pria qu'on lui remît le cadavre de la pauvre victime pour lui donner une sépulture honorable. On le lui refusa. Elle demanda alors une boucle des cheveux du défunt chéri , que celui-ci avait destinée pour souvenir à sa femme et à ses enfans. Les barbares lui firent éprouver un second refus. Elle supplia enfin qu'il lui fut permis , ainsi qu'à quelques amis , d'accompagner sans bruit le cercueil jusqu'au champ du repos. Les bourreaux (humanité , voile ton visage !) le lui refusèrent avec un rire diabolique. Ils enterrèrent donc le cadavre de Petitpierre , dont le crime avait été le désir de voir Neuchâtel libre et entièrement réuni à la Suisse. Maintes larmes coulèrent plus tard sur la tombe de ce noble patriote. Et quand tu passes maintenant , au crépuscule , près de sa fosse , voyageur ! la brise du soir murmure à ton oreille : IL Y A UN DIEU ET UNE RÉTRIBUTION FUTURE !

V.

Tous ceux qui, dans la Suisse, ont reçu la naissance
 Peuvent du sol natal goûter la jouissance ;
 Sur moi seul est tombé le courroux du pays ,
 Moi seul dans ces lieux-ci ne compte point d'amis.

Cœurs sensibles, hélas ! que mon destin vous touche ;
 J'erre de ville en ville et la terre est ma couche.
 Ma conscience est pure, et je révère Dieu,
 Et pourtant, vagabond, je n'ai ni feu ni lieu.

2.

Quand la nuit l'éclair brille et le tonnerre gronde,
 On me chasse partout comme un objet immonde ;
 Nul abri pour ma tête, excepté dans les bois,
 Où j'entends des hibous la menaçante voix.
 Cœurs sensibles, etc.

3.

Aucun être de moi n'eut jamais à se plaindre ;
 Du glaive de la loi je n'aurais rien à craindre.
 Un seul crime est le mien, c'est celui d'être né ;
 Voilà pourquoi de tous je suis abandonné.
 Cœurs sensibles, etc.

4.

Au travail le plus dur lorsque je dois la vie,
 Cette seule ressource à mes mains est ravie.
 Vous me forcez, cruels, de me faire brigand,
 Puis votre injuste loi me flétrit ou me pend.
 Cœurs sensibles, etc.

5.

Ecoutez, malheureux, ma famille éplorée
 Mendier, en tremblant et l'ame déchirée,
 Un pain pour prolonger le cours de ses tourmens.
 Si vous prêtez l'oreille à nos gémissemens,
 Donnez-nous, je vous prie, outre la nourriture
 Qui nous fait de la faim éviter la torture
 Le pain qu'il faut à l'ame, avec l'instruction
 Les premiers élémens de la religion.
 Cœurs sensibles, etc.

6.

Assignez à mes os un coin du cimetière,
 Afin que mes enfans y disent leur prière ;
 Alors, du haut des cieux où Dieu m'accueillera
 Pour vous ma voix toujours à lui s'adressera.
 Cœurs sensibles, etc.

Ainsi chantait un pauvre harpiste à cheveux blancs. Lors
 du refrain, ses deux enfans, un garçon et une fille, reprenaient
 en chœur. Ce chant simple, mais touchant, saisit chacun des
 assistans, et ils furent abondans les dons qui tombèrent dans

l'assiette que les enfans firent circuler autour de la table. A peine eurent-ils fini qu'un gendarme parut et chassa en jurant le père et les enfans pour les conduire hors des frontières. Comme le vieillard ne pouvait pas marcher assez vite, le gendarme lui administra quelques coups de bâton. Les spectateurs frissonnèrent ; le vieillard leva les yeux au ciel en silence et joignit les mains.

Schweizerbart. Mille tonnerres, comme ce gueux bat ce pauvre homme ! Ecoute, maudit gendarme, s'il tombe un cheveu de la tête de ce vieillard, je te broie le crâne comme une prise de tabac !

Le Municipal. Sort cruel ! terrible !

Schweizerbart. Avez-vous aussi vu comme ce vieillard pria Dieu en silence ? Il l'implorait probablement pour la conservation du pacte fédéral actuel, auquel nous sommes redevables de compter encore en Suisse environ dix mille heimatloosen.

Treuherz. Oui, amis, la Suisse aura une grande injustice à réparer quand elle se donnera un jour une nouvelle constitution fédérale.

Le régent. Comment ?

Treuherz. En établissant un droit de bourgeoisie suisse général et en y recevant les heimathloosen.

Le régent. J'avais toujours cru que tout citoyen suisse avait la faculté de transporter son domicile dans un autre canton, d'y exercer librement son industrie et d'y acquérir les droits politiques, conformément à la loi.

Treuherz. Vous avez encore l'acte de médiation dans la tête. Il renfermait cette disposition dont le pacte de 1815 ne parle pas, et pour cause. Vous êtes citoyen de votre canton ; tout autre canton, qui ne reconnaît pas le principe du libre établissement, peut vous expulser de son territoire, dès que cela lui convient.

Schweizerbart. En un mot, régent, chaque Suisse n'a pour patrie que son canton, mais point de patrie commune. Est-il heimathlos ? il n'a ni l'une ni l'autre.

Treuherz. Les cantons primitifs ont une antipathie profonde pour le libre établissement, et sont fortifiés dans cette antipathie par leurs prêtres et leurs oligarques ; car ceux-ci craignent que les domiciliés d'autres cantons n'apportent chez eux des principes libéraux touchant les affaires ecclésiastiques et politiques. Cet égoïsme, qui tient à distance des citoyens actifs et entreprenans d'autres cantons, nuit naturellement à l'industrie, à la prospérité, et empêche le développement de vues vraiment fédérales.

Schweizerbart. Et tout comme le droit de libre établissement nous manque, nous sommes de même privés du libre commerce à l'intérieur. Parce que, dans maints cantons, les Messieurs ne veulent pas laisser imposer leur fortune, on cherche à couvrir les dépenses par ce qu'on appelle des impôts de consommation, dont on frappe l'entrée des marchandises venant d'autres cantons. Cela entrave le commerce et nuit à l'ouvrier et au paysan.

Treuherz. Ces lacunes et beaucoup d'autres encore sont les conséquences nécessaires de ce que les cantons s'arrogent au sujet de la souveraineté dans les affaires fédérales.

Le municipal. C'est juste, mais comment y remédier?

Treuherz. Il n'y a que deux moyens : le changement du mode de représentation et l'abolition du système d'instructions.

Le municipal. Le changement du mode de représentation. C'est une furieuse pierre d'achoppement que Messieurs les radicaux enlèveront difficilement.

Treuherz. Elle doit être cependant enlevée, car avec le mode actuel de représentation, toute réforme est absolument impossible. Celui qui ne commence pas par là ne connaît ni le but, ni le chemin qui conduit à ce but.

Le régent. Je n'aurais jamais cru que cet objet fut aussi important. Oserais-je vous prier, M. Treuherz, de me donner des explications plus précises?

Treuherz. Très-volontiers. Nous avons maintenant vingt-deux cantons; chacun d'eux a une voix en Diète et par conséquent douze voix sont requises pour valider une délibération. Est-ce vrai?

Le régent (comptant sur ses doigts). Oui, douze voix forment la majorité.

Treuherz. Bien! Le canton de Berne qui compte 350,000 habitans, qui paie 91,695 fr. à la caisse fédérale et qui, en temps de guerre, met sur pied 4584 hommes, a ainsi une voix précisément comme le canton d'Uri qui compte 13,000 habitans, qui paie 1184 fr. et dont le contingent fédéral est de 230 hommes. Est-ce juste?

Le régent. Non.

Treuherz. Zurich avec 290,000 habitans, 77,153 fr. de contribution et 3858 hommes de contingent fédéral, a en Diète une voix, précisément comme Zoug avec 14,000 habitans, 2497 fr. de contribution et 250 hommes de contingent fédéral. Inégalité d'obligations, mais égalité de droits. Est-ce juste?

Le régent. Non.

Schweizerbart. C'est juste, dès qu'on admet qu'un paysan d'Uri vaut trente fois plus qu'un paysan bernois.

Le municipal. Messieurs ! cela ne se pèse pas ainsi au triquet ; si ce n'est la justice , la politique du moins commande qu'on porte en compte les souvenirs historiques et qu'on conserve l'égalité de représentation pour tous les cantons.

Schweizerbart. C'est politique peut-être , mais ce n'est pas républicain de concéder un privilège aux fils à cause des vertus de leurs pères.

Treuherz. C'est une faute , c'est le plus grand vice de notre organisation fédérale. Ici se montre d'une manière frappante combien il est préjudiciable de conserver opiniâtement les anciennes institutions , quand les tems et les circonstances ont changé. Lorsque les cantons étaient à peu près de la même grandeur , l'égalité de voix pouvait encore passer ; car la majorité des voix représentait aussi la majorité de la population. Maintenant l'égalité de représentation n'a pas le sens commun.

Le municipal. Vous ne songez donc pas que les petits cantons ne s'accommoderont jamais d'une représentation d'après la population , qui l'exigera d'eux ? Ils auraient d'avance la majorité.

Treuherz. Je renverse la question : Qui exigera des grands cantons qu'ils conservent l'égalité de représentation et qu'ils se fassent ainsi imposer une majorité par les petits Etats ?

Le municipal. Le grand doit aussi être généreux.

Schweizerbart. Mais non jusqu'à la folie.

Treuherz. Ni jusqu'à l'injustice envers la patrie tout entière. Si les douze plus petits cantons s'entendent , ils peuvent , bien qu'ils ne comptent que 480,000 âmes , faire passer une décision , et les dix plus grands cantons avec 1,440,000 âmes doivent se soumettre. Oui , c'est ainsi , un million quatre-cent quarante mille personnes doivent faire ce que veulent quatre-cent quatre-vingt mille. Qui fait ici la loi ? la majorité ou la minorité ?

Le Régent. Evidemment la minorité fait la loi à la majorité. Un tiers commande à deux tiers.

Schweizerbart. Quelle disproportion ! Quelle aristocratie dans l'alliance !

Le municipal. Je ne crains pas le mot *aristocratie* ; il signifie proprement : le gouvernement des meilleurs.

Treuherz. Et cette aristocratie fédérale est-elle le gouvernement des meilleurs ? Ces petits petits cantons sont-ils réellement les plus éclairés , les Etats véritablement animés de sentimens fédéraux ? La prépondérance qu'ils ont dans les affaires fédérales peut-elle être réellement bonne et salutaire ? Non , Monsieur ! vous ne l'affirmez pas sérieusement. Vous savez

combien est ignorant le peuple de la plupart des petits cantons comme il se laisse diriger aveuglément par des moines fanatiques et d'avides magnats ; vous savez que toute amélioration dans la Confédération , que toute grande mesure fédérale est impossible , aussi long-temps qu'elle dépend du oui ou du non de ces moines et de ces magnats montagnards.

Le municipal. C'est vrai , je ne puis le nier. Je déplore avec vous que deux tiers du peuple Suisse doivent être entravés dans leur développement , parce qu'un tiers , ou plutôt parce que les chefs de ce tiers s'y opposent. — Cependant , si Berne et Zurich n'ont qu'une voix comme Uri et Zoug , leur voix a aussi un plus grand poids moral.

Treuherz. Triste consolation , qui nous découvre seulement un nouvel écueil.

Le municipal. Comment ? je ne vous comprends pas.

Treuherz. Vous accordez que la majorité des Etats à la Diète peut prendre une décision qui déplaît à la majorité de la population.

Le municipal. Je le dois bien.

Treuherz. Vous avez là le secret de notre faiblesse. Malheur au pays où les décisions de l'autorité suprême sont en contradiction avec l'opinion publique !

Le municipal. C'est vrai , Napoléon lui-même fut perdue lorsque l'opinion publique l'abandonna.

Treuherz. Vous accordez de plus , que les plus grands cantons , par ce mode injuste de représentation , sont pour ainsi dire forcés de faire valoir le poids moral de leurs voix.

Le municipal. Sans doute. Si les douze petits cantons prennent une décision , mais que les dix grands soient contre , ils ne forcera certainement pas ces derniers à s'y soumettre.

Treuherz. Pourquoi pas.

Le municipal. Parce qu'on ne le peut pas. Parce que le tiers est trop faible pour forcer les deux autres tiers.

Treuherz. Et les dix plus grands cantons se soumettront volontairement , s'ils trouvent que l'arrêté de la Diète est injuste , et qu'il n'a été extorqué que par la majorité artificielle d'une représentation contre nature ?

Le municipal. Difficilement.

Treuherz. Qu'en résulte-t-il ?

Le municipal. Un arrêté sans exécution.

Treuherz. Et si les plus grands cantons donnent cet exemple les plus petits ne le suivront-ils pas et ne se retrancheront-ils pas derrière la souveraineté cantonale , dès qu'une décision qui aura été prise leur déplaira ?

Le municipal. Il faut s'y attendre.

Treuherz. Maintenant vous avez aussi la seconde moitié du secret. Les députés des cantons peuvent, dans leurs salutations fédérales, parler tant qu'ils voudront encore de leurs sentimens de confraternité; les diétaux peuvent encore porter des toasts à la concorde helvétique en buvant le champagne mousseux. — Tout cela n'est que du vent, tant qu'il se trouve une source permanente de discorde dans l'injuste mode de représentation.

Le municipal. Je comprends maintenant que les formes fédérales ne sont pas aussi indifférentes à notre union que je me le figurais auparavant.

VI.

Treuherz. Eh bien ! nous voulons encore examiner un autre point, qui n'est pas moins nuisible que le premier, savoir : le *système d'instructions*. Du tems que la Confédération se composait d'un petit nombre de communautés politiques homogènes, ayant par conséquent des vues semblables, c'était dans l'ordre que chaque état donnât à ses députés en diète des instructions déterminées, auxquelles ces députés devaient se conformer. Les instructions n'étaient pas trop opposées, et, vu le peu de distance, on en avait bientôt de nouvelles quand des cas imprévus les rendaient nécessaires. Maintenant la chose a changé. Le nombre des cantons est monté à vingt-deux; ces cantons diffèrent de langues, de mœurs, de constitutions et de religions. Leurs intérêts, et en conséquence leurs vues, ont des points nombreux de divergence. Quand un objet fédéral est mis sur le tapis, la plupart des membres d'un Grand-Conseil ne le considèrent que sous le point de vue de leur canton; le Grison, le Zuricois, le Genevois n'en parle pas comme Suisse, mais comme Grison, Zuricois, Genevois. Les débats des Grands-Conseils de la plupart des cantons nous prouvent que les hommes d'état éclairés, fédéraux, sont encore à cette heure une rareté. C'est pourquoi les instructions pour la Diète sont ordinairement l'expression du cantonalisme le plus étroit. Le député chargé de porter l'instruction au Vorort, se convainc souvent, à la première discussion dans la salle de la Diète, que son instruction ne convient plus et qu'elle serait très-nuisible à cause du changement qui s'est opéré dans la situation des choses. Mais que faire? Cicéron et Démosthènes déploieraient leur éloquence, des hommes comme Canning et Brougham montreraient ce que demande le bien de la patrie, le député ne pourrait suivre leurs conseils; il a

son morceau de papier à la main , il doit s'y conformer ; c'est son oracle , c'est pour lui la loi et les prophètes. Que fait-il alors ? Il prend l'affaire *ad referendum* , *ad instruendum* et *ad ratificandum*.

Le régent. Mais que cela veut-il dire ?

Treuherz. *Ad referendum* signifie : je communiquerai l'affaire à mon Grand-Conseil ; *ad instruendum* , je prendrai des instructions ; *ad ratificandum* , je l'emporterai pour la faire ratifier ou sanctionner.

Schweizerbart. Mais avec ces éternels *dum* , *endum* et *andum* le char national n'avance pas de l'épaisseur d'un cheveu.

Treuherz. C'est naturel. Les instructions diffèrent souvent les unes des autres , qu'on peut déjà savoir d'avance par les journaux qu'il n'y aura point de majorité. L'objet a-t-il une certaine importance , la Diète peut le discuter pendant dix et quinze ans , et en rester toujours au même point.

Schweizerbart. Il n'y a que la bourse du pauvre paysan qui ne reste pas dans le *statu quo*. Le paysan doit payer le vin d'Yverne que les Messieurs ont bu dans vingt Diètes pour une affaire qui , sans instructions , aurait été terminée dans une demi-journée.

Treuherz. En temps de paix , cette manière de traiter les affaires n'est que désavantageuse ; mais en temps de guerre , elle devient dangereuse. Représentez-vous qu'une guerre éclate entre la France et l'Autriche , et que les armées de ces deux puissances s'approchent de nos frontières. La Diète se réunit pour discuter sur ce qu'il y a à faire. Des cantons instruisent qu'il faut se joindre à la France ; d'autres qu'il faut observer une stricte neutralité ; ceux-ci pour qu'on occupe les frontières ; ceux-là pour qu'on ne fasse pas des frais inutiles ; quelques-uns même ne donnent point d'instructions à leurs députés. Le moment est peut-être pressant — d'un jour de retard dépend le salut ou la ruine de la patrie — il faut prendre une décision — et maintenant qu'arrive-t-il ?

Schweizerbart. Il arrive ce qu'il arriva en 1798 et en 1813. On ne prend aucune décision ; mais , en attendant , les Français et les Autrichiens entrent ; notre pays devient le théâtre de la guerre — nous sommes sucés jusqu'à la moëlle , et à la fin de la guerre , nous nous trouvons peut-être Autrichiens ou Français.

Treuherz. C'est vrai , très-vrai. Deux fois nous avons maintenu l'épreuve. Si le cas se présente une troisième fois , on se demandera s'il ne faut pas nous partager comme les Polonais. On ne peut aider à celui auquel il n'y a rien à conseiller.

Le régent. Mais, que conseillerez-vous?

Treuherz. D'abolir le système des instructions.

Le municipal. Et de placer ainsi le sort de la patrie tout entière dans les mains de vingt-deux députés? Je n'y consentirai jamais.

Treuherz. Ni moi non plus. Mais je joindrais la réforme de la représentation à l'abolition des instructions. Si notre diète est transformée en un grand-conseil fédéral de 150 à 200 membres élus d'après la population, on peut lui laisser le soin de décréter sans instructions, suivant ses lumières et sa conscience, ce que demande le bien de la patrie.

Le régent. Ainsi, ce que notre grand-conseil est pour le canton, ce grand-conseil fédéral le serait pour la Suisse. Je commence à y voir clair. En effet, les cercles ou tribus ne donnent pas non plus des instructions aux grands-conseils des cantons.

Le municipal. Quelle compétence accorderiez-vous à ce grand-conseil fédéral?

Treuherz. Comme le grand-conseil du canton décide librement sur les affaires cantonales, le grand-conseil fédéral devrait pouvoir aussi décider sur tout ce qui concerne la confédération tout entière.

Le municipal. Mais alors les cantons perdraient par là beaucoup trop de leur souveraineté.

Treuherz. Point du tout. Les cantons conserveraient leurs landsgemeindes et leurs grands-conseils, leur législation et leur administration cantonales; ils nommeraient aussi les membres du grand-conseil fédéral qui leur appartiendraient en vertu de leur population. Si le plus petit canton nommait au grand-conseil fédéral des hommes sages et vertueux, il exercerait par là, sur les destinées de la patrie, une influence aussi puissante que Zurich ou Berne, ainsi que Kasthofer le fait fort bien remarquer dans son *Bundesbüchli*. La seule chose que les cantons perdraient, ce serait de ne pouvoir plus donner à leurs députés des instructions obligatoires.

Schweizerbart. La perte ne serait en effet pas bien grande. A quoi nous servent maintenant nos instructions? Elles deviennent rarement des arrêtés de la diète. Nous ne sommes qu'une des vingt-deux rosses qui tirent le char de l'Etat dans vingt-deux directions, et nous coopérons par là à ce qu'il ne bouge pas. Notre canton peut renoncer à ce plaisir.

Le municipal. C'est pourtant un sacrifice de la souveraineté cantonale.

Treuherz. Mais un sacrifice dans lequel ceux qui le font.

trouvent d'immenses avantages par l'augmentation de force et la prospérité de la patrie toute entière.

Le municipal. Je ne sais, mais je doute qu'un grand-conseil fédéral soit une apparition bien venue pour la bourse de notre peuple. Il a conservé encore un vif souvenir du gouvernement unitaire helvétique.

Treuherz. Nous ne voulons pas les institutions de la république helvétique, nous ne voulons pas un grand-conseil fédéral permanent. Le nôtre ne se réunira qu'une ou deux fois par année, et cela sans aucun faste, avec une indemnité modérée. Si l'on fait attention maintenant que les affaires s'expédieront beaucoup plus vite et que les voyages coûteux des députés cesseront avec ces éternelles diètes, on trouvera que la chose sera plus économique. Compulsez seulement les comptes des différens cantons et cherchez combien ont coûté les diètes des quatre dernières années; vous trouverez certainement que nos institutions actuelles nous reviennent plus cher qu'on ne le croit communément.

Le régent. Il me vient quelque chose dans l'idée, Monsieur Treuherz. Si nous avions un grand-conseil fédéral, n'aurions-nous pas alors besoin d'un petit-conseil fédéral et d'un tribunal d'appel fédéral? Il me semble que par l'établissement de ces trois autorités, la constitution fédérale répondrait alors passablement aux constitutions de la plupart des cantons.

Treuherz. Mon cher régent, vous êtes là sur la bonne voie. La disposition, d'après laquelle l'exécution des arrêtés de la diète et la gestion des affaires courantes sont laissées au vorort, ne vaut rien du tout.....

VII.

Un Zuricois. Halte là, Messieurs! Je suis bourgeois de Zurich, et j'ai ici, dans la contrée, quelques petites affaires de commerce à soigner. J'ai observé que, çà et là, on avait des préjugés contre ma ville natale. Comme je puis maintenant conclure de votre entretien que vous avez aussi de l'antipathie pour le vorort, je me permettrai de vous demander ce que vous avez à reprocher à Zurich.

Treuherz. Pardon! Vous nous avez mal compris. Nous parlons du vorort en lui-même, et ce que nous en disons se rapporte à Berne et à Lucerne, aussi bien qu'à Zurich.

Le Zuricois. Alors, c'est différent. Mais que blâmez-vous dans le vorort, comme tel? L'institution est pourtant très-ancienne.

Le régent. Ce qu'il y a de plus vieux n'est pas toujours ce qu'il y a de meilleur.

Schweizerbart. Au contraire ! Parce que le toit en bardeaux de ma maison était très-vieux, je l'ai remplacé, il y a deux ans, par un toit en tuiles.

Le Zuricois. Votre toit avait vraisemblablement des trous, à travers lesquels la pluie pénétrait dans la maison et pourrissait les planchers et les poutres.

Schweizerbart. En effet. — Il en est précisément de même de l'institution du vorort. Avec elle les orages qui viennent de l'extérieur frappent la maison fédérale mal entretenue et font que le parquet pourrit sous nos pieds.

Le Zuricois. C'est plus vite dit que prouvé. Les confédérés devraient être reconnaissans de ce que les vororts gèrent les affaires fédérales pendant que la diète n'est pas assemblée ; car on évite par là aux Suisses des frais considérables.

Schweizerbart. Ce qui coûte peu ne vaut pas ordinairement grand' chose.

Treuherz. Permettez-moi une question. Qui nomme à Zurich le conseil municipal ? La bourgeoisie de Zurich ou le gouvernement ?

Le Zuricois. La bourgeoisie.

Treuherz. Pourquoi pas le gouvernement ?

Le Zuricois. Tout beau ! Nous autres bourgeois, nous l'en dispenserions joliment.

Treuherz. Pourquoi ?

Le Zuricois. Nous choisissons nous-mêmes les administrateurs de nos biens communaux et nous regarderions au-dessous de notre dignité de nous en laisser donner par le gouvernement. Les femmes, les enfans, les faibles d'esprit doivent être mis sous tutelle, mais non pas une communauté libre.

Treuherz. C'est ce que nous pensons aussi, nous autres confédérés. Mais, précisément parce que c'est notre manière de voir, nous nous laissons à contre-cœur désigner par Zurich, Berne et Lucerne, les hommes qui doivent diriger les affaires fédérales en l'absence de la diète.

Le Zuricois. La comparaison n'est pas juste. Il faut pourtant chercher les hommes d'état là où on peut en trouver.

Treuherz. Vous voulez dire à Zurich, à Berne et à Lucerne ? Mais pourquoi croyez-vous qu'on ne puisse en trouver que dans ces trois cantons ?

Le Zuricois. Parce que, dans ces trois cantons, se trouvent aussi les meilleurs établissemens d'éducation où l'on puisse former des hommes d'état.

Treuherz. Il en est de l'homme d'état comme du poète, il faut qu'il le soit de nature. L'esprit est ici plus que la science,

et le caractère plus que ce qu'on nomme la routine. C'est pourquoi il y a déjà eu de grands intervalles de temps où Zurich n'a pas possédé un grand homme d'état, tout comme Lucerne et Berne. Dans de telles occurrences, la Suisse doit-elle renoncer à des hommes d'état capables, parce qu'il ne s'en trouve pas par hasard à Zurich, à Berne ou à Lucerne?

Le Zuricois. Ce ne serait ni juste, ni prudent.

Treuherz. Il se pourrait qu'il y eût aussi souvent des hommes d'état dans ces cantons; mais ils ne jouissent pas de la confiance de leurs concitoyens, parce que leurs relations de famille s'y opposent, ou que leurs vues larges ne s'accommodent pas avec les vues étroites de leurs concitoyens.

Un Zuricois distingué, par exemple, dont le mérite est méconnu à Zurich, doit-il, pour cette raison, être aussi perdu pour la confédération, et un *Spiessburger* en revanche, qui a par hasard pour lui la majorité du grand-conseil, doit-il se trouver à la tête du gouvernement fédéral?

Le Zuricois. Non.

Schweizerbart. Un conseil fédéral de cinq ou sept membres doit être chargé de l'exécution des arrêtés de la diète; à cet effet on choisira les plus sages et les meilleurs des confédérés, peu importe qu'ils soient de Zurich ou de Zoug, d'Argovie ou d'Appenzell.

Le Zuricois. Cette opinion a beaucoup en sa faveur. Mais il me semble que l'exécution obtient plus d'énergie et de dignité, quand elle est remise aux hommes les plus considérés des plus grands cantons.

Schweizerbart. L'inverse peut aussi se dire.

Treuherz. Une autorité exécutive, dont les membres changent tous les deux ans, ne peut pas, considérée en elle-même, suivre une marche ferme et conséquente. Il ne faut pas non plus oublier la jalousie qui règne entre les trois vororts. Ce que Berne désire, Zurich ne le veut pas, et ce à quoi Zurich vise est peut-être contrecarré par Lucerne. Mais ce qui mérite d'être pris le plus en considération, c'est que les intérêts du vorort sont souvent opposés aux intérêts de la confédération. Comment se trouve alors l'exécution? Quand, par exemple, la diète prend un arrêté qui déplaît au grand-conseil de Zurich. — Que feront le bourgmestre et le gouvernement de Zurich? Défendront-ils les intérêts cantonaux ou les intérêts fédéraux? Consulteront-ils plutôt le grand-conseil de leur canton, qui leur donne des emplois, du pain et de l'influence, que la confédération qui ne leur donne rien, mais qui ne peut rien leur prendre non plus?

Le Zuricois. La chemise est plus près que la manteau. Nous sommes d'abord Zuricois , puis Suisses.

Treuherz. Nous l'avons vu par l'histoire des notes étrangères. En vain le mécontentement de la nation s'est manifesté contre les importunités des envoyés étrangers ; en vain l'honneur et la politique commandaient une conduite pleine de dignité ; le vorort a songé à son commerce de soieries , à son ancienne jalousie contre Berne et aux partis dans son propre grand-conseil. Il a donné à l'étranger une réponse qui n'a été approuvée par les Etats que parce qu'elle ne pouvait plus être considérée comme non avenue.

Le Zuricois. Zurich a peut-être commis à cet égard une faute en se laissant trop vite intimider ; mais Berne et Lucerne n'ont-ils jamais encore oublié la confédération pour eux-mêmes ? Il me semble qu'ils veulent toujours faire un bouc émissaire de ma ville natale.

Treuherz. Il ne vous le semble que parce que vous êtes un monsieur et un bourgeois de Zurich. C'est précisément parce que nous voyons que chaque gouvernement cantonal doit , suivant sa position , préférer les intérêts cantonaux aux intérêts fédéraux , que nous désirons un gouvernement fédéral qui agisse au nom de la nation. La Prusse , l'Autriche , la France ont-elles quelque chose à traiter avec nous ? le ministère négocie au nom de la nation entière et tient un langage fort et plein de dignité. Si la négociation se rompt , nous ne pouvons pas nous adresser aux provinces et aux départements en particulier , pour obtenir d'eux ce que les représentans de la nation tout entière nous ont refusé. La Suisse , à la vérité , ne compte que deux millions d'habitans ; mais une négociation , conduite au nom de ces deux millions , aurait déjà un certain poids. Ce n'est pas ce qui arrive chez nous. Déjà l'organe de la diète , le vorort est un milieu entre l'autorité fédérale et le gouvernement cantonal , et la diète elle-même est une bête à vingt-deux têtes qui se déchirent entr'elles. Les puissances étrangères le savent très-bien. Aussi , quand elles négocient , elles s'adressent aux états en particulier , leur jettent des miettes pour les amorcer , et les poissons se prennent tous à l'hameçon. C'est ce qui a eu lieu avec toutes les capitulations militaires , les traités de commerce , les mesures de rétorsion , les négociations ecclésiastiques ; c'est ce qui aura lieu jusqu'à ce que nous ayons un grand-conseil et un petit-conseil fédéraux qui décident et agissent au nom de la nation. « O toi ! ville vénale , tu périrais bientôt si tu trouvais un acheteur , » dit le roi Jugustha en quittant Rome. Et que

peuvent donc dire les envoyés étrangers , lorsque , quittant le beau pays des Alpes et arrivés à la frontière , ils rient encore des petites ruses au moyen desquelles ils sont parvenus à leurs fins au milieu des Suisses divisés ?

Le Zuricois. Je n'en sais rien.

Treuherz. Ni moi non plus , et.... je suis content de ne pas le savoir.

VIII.

Un Polonais. Dis-moi , ô fils de l'Helvétie ! dis-moi où est la frontière de l'amicale Thurgovie ?

Schweizerbart. Là où se termine cette forêt d'arbres fruitiers , là est la frontière. Je t'y conduirai. Donne-moi ton petit paquet , que je le porte pour te soulager jusque là. Mais , ton paquet , ô étranger ! est bien pesant.

Le Polonais. C'est tout ce que j'ai sauvé de mon ancienne opulence. Vois toi-même ce que c'est.

Schweizerbart. De la terre ! Tu portes cela par la chaleur qu'il fait ? Pauvre vieillard , le malheur t'a troublé le cerveau ?

Le Polonais. Ce sont trois pellées de terre. Lorsque ma patrie succomba sous le nombre et la trahison , et que je pus échapper par la fuite au bannissement en Sibérie , je pris une pelle de terre à l'endroit où , dans ma jeunesse , je jurai fidélité éternelle à la bien-aimée ; je creusai la seconde dans les décombres de ma maison incendiée par les Russes ; je pris la troisième au cimetière où reposent en terre sainte mes ayeux. Avec cette poussière , j'ai maintenant parcouru les pays de l'Europe ; avec cette poussière on devra , lorsque mon pèlerinage terrestre sera achevé , me descendre dans la paix du tombeau.

Schweizerbart. Peuple héroïque ! peuple infortuné !

Le Polonais. Tu pleures , fils de l'Helvétie ! Ne pleurez pas sur nous , pleurez sur vous et sur vos enfans ! Le sort qui nous a frappés vous menace aussi ! Voici pourquoi nous sommes devenus errans et fugitifs , pourquoi nous allons de pays en pays , de peuple en peuple , implorant du secours. Le décret de l'éternelle Providence nous pousse , le Dieu des peuples nous a dit : Sortez du pays de vos pères , montrez aux peuples amollis votre calamité et votre misère , afin qu'ils se réveillent de leur engourdissement , qu'ils vous demandent quelles fautes vos pères ont commises pour que les fils soient maintenant châtiés d'une manière si cruelle , si effroyablement cruelle.

Schweizerbart. Et quelles fautes vos pères ont-ils commises ?

Le Polonais. Triple est la faute. Tous les hommes sont

égaux par la nature, tous sont des êtres raisonnables, tous sont des enfans de Dieu destinés à l'immortalité. Mais nos nobles s'estimèrent meilleurs que le paysan qui cultive la terre, et ils foulèrent aux pieds l'Egalité. L'instinct de la liberté vit dans le cœur de l'aigle comme dans celui de l'homme. Dieu ne veut pas d'esclaves; mais nos nobles en voulurent.... et le paysan fut attaché à la glèbe. La concorde fait vivre les fourmis en société, la concorde bénit l'industrie des abeilles — mais la discorde paralysa la force des Polonais, la discorde engloutit la maison des Sarmates. « Donnez au pays une constitution qui en rende tous les fils égaux devant la loi; une constitution qui rende le paysan propriétaire et libre; donnez-vous une constitution qui subordonne la minorité à la majorité, et fasse disparaître la discorde qui vous expose aux moqueries des peuples et vous rend le jouet des souverains! » Ainsi parlèrent nos sages.... mais, hélas! leur voix se perdit dans le désert. Ceux qui dormaient se réveillèrent trop tard; trop tard aussi coula le sang des nobles. Un peuple peut conquérir sa liberté; mais, l'a-t-il perdue par sa faute? il ne la reconquerra plus.

Schweizerbart. Malheur à nous! Les fautes des Polonais sont aussi les nôtres. Le vacher des montagnes se croit meilleur que l'habitant de la vallée; le citadin envie au campagnard la liberté qu'il désire pour lui-même, et tous, tous, hélas! s'opposent à un pacte qui ferait un tout des parties déchirées de la Suisse.

Le Polonais. Ne pleurez pas sur nous, pleurez sur vous. Mêmes péchés, même châtiment.

Schweizerbart. Ici est la frontière. Mais ne veux-tu pas t'arrêter plus long-temps dans ce pays protecteur, à ce foyer hospitalier?

Le Polonais. Pays protecteur? Foyer hospitalier? J'ai entendu l'orage qui, des steppes de la Sibérie, est venu frapper contre la salle de votre diète; j'ai vu la diète pâlir lorsque tombèrent les premiers flocons qui annonçaient à la liberté l'hiver du nord. Il me faut partir — le sol se crevasse sous les pas du proscrit. — Je vais à Soleure prier encore sur la tombe qui recèle les cendres sacrées de Kosciusko; puis je m'en irai à travers la mer Atlantique dans le pays de Washington.

Schweizerbart. Ne sois pas injuste, proscrit! Thurgovie, Berne, Lucerne, St.-Gall et Bâle-Campagne n'ont pas fléchi le genou devant l'idole du Nord.

Le Polonais. Je ne suis pas injuste. Mais si vous, confédérés, n'êtes pas unis quand il s'agit du droit et de l'honneur;

si Mammon est au-dessus des intérêts de la nation dans vos vallées, — alors le proscrit ne trouve plus chez vous d'asyle assuré; vous périrez vous-mêmes, les forts avec les faibles, les bons avec les méchants. Non, je ne suis pas injuste. Mes frères et moi, nous avons jusqu'ici trouvé un refuge dans vos Alpes; vous avez déposé maints dons sur l'autel de l'hospitalité. Plein de reconnaissance, j'étends mes mains sur ces montagnes, et ces vallées, pour les bénir. Que ma bénédiction, que la bénédiction de Dieu soit sur toi, beau pays, pays libre, pays heureux! Vois la désolation de la Pologne, et apprends de la Pologne à éviter les fautes qu'elle a commises! Réunis tes forces, améliore ton pacte, afin que tu puisses défendre ta liberté et le proscrit innocent qui cherche chez toi du secours! Réunis tes forces, améliore ton pacte, afin que tes neveux ne soient pas dans le cas de quitter le pays chéri de leurs pères et d'errer, sans espoir, comme les malheureux descendants de Sobieski et de Kosciusko!

Le vieillard prit son paquet, tendit la main à son guide en pleurs, et disparut. Depuis lors, on n'entendit plus parler de lui. Seulement quelques semaines après, des feuilles publiques annoncèrent que, non loin du tombeau de Kosciusko, on avait trouvé sur la grande route un vieillard mort, vêtu à la polonaise, dont la tête reposait sur un sac plein de terre que ses deux mains serraient convulsivement.

IX.

Ce soir-ci, Treuherz parut un peu plus tard que de coutume; il était accompagné de trois citoyens qu'il recommanda à l'accueil amical de la société, en annonçant que c'étaient de braves confédérés des cantons primitifs.

Schweizerbart. Eh! voilà en effet notre ami Meinrad Imfeld d'Unterwald. Bien le bon soir, Monsieur Imfeld! J'ai souvent pensé à vous depuis que je vous ai vu à la Société Helvétique à Richterschweil; j'ai souvent aussi envoyé à tous les diables vos gracieux seigneurs qui vous ont si indignement traité. Puis-je vous demander quels sont ces deux autres Messieurs?

Herger. Bon soir, cher Schweizerbart! je suis un paysan et un confédéré patriote comme toi; je me nomme Franz Herger, d'Unterschächen au canton d'Uri; j'étais autrefois à mon aise; j'ai beaucoup souffert de la part des grands de notre pays. Maintenant c'est bien différent — maintenant je suis un pauvre mendiant.

Schweizerbart. Cela ne fait rien pourvu que le cœur soit bon. Le plus riche peut devenir pauvre; nous sommes tous dans la

main de Dieu. — Ce qu'il donne , il peut aussi le reprendre.

Herger. Ce que Dieu donne dans sa bonté , les hommes le prennent souvent dans leur malice , et cela fait mal , mon cher Schweizerbart , cela fait mal. J'avais beaucoup de terres et un beau troupeau ; bien des grands de notre pays ne pouvaient en cela lutter avec moi ; c'est pourquoi ils devinrent envieux , et commencèrent à me prendre en haine. Lorsque je proposai de baisser le prix du sel , et que j'attaquai par-là une des sources les plus riches de l'administration secrète de l'Etat à Uri , la haine de ces Messieurs augmenta et ils n'attendirent qu'une occasion pour me ruiner. Cette occasion se présenta. Lorsque , m'en tenant aux anciennes lois , je menai trop de bétail au pâturage , on me punit de 160 francs d'amende. Faisant alper mes vaches sur les Surènes , et sachant bien que des conseillers qui faisaient alper à côté de moi prenaient leur sel à Engelberg , situé dans le voisinage , je voulus un jour , vu le mauvais temps , ne pas faire sept lieues jusqu'à Uri , et j'achetai 62 livres de sel à Engelberg que j'apportai au châlet. Les gracieux seigneurs l'apprirent et me punirent de 128 fr. d'amende ; mais les conseillers , qui s'étaient rendus coupables de la même faute , restèrent impunis et aidèrent à me condamner. Cela me révolta ; l'un de ces conseillers m'ayant traité de coquin , je lui rendis la monnoie de sa pièce ; je le traitai lui et les siens de la même manière. Alors je fus poursuivi criminellement devant les tribunaux , et , comme si j'étais destiné à la potence , je dus me confesser et communier. Mes ennemis furent admis comme témoins et mes ennemis étaient mes juges. Un jour à midi , je fus conduit à l'hôtel-de-ville tête-nue , le crucifix dans les mains jointes ; deux huissiers marchaient à mes côtés et derrière un capucin et un prêtre. Je dus m'agenouiller tenant toujours le crucifix. Puis le Haut et Très-Sage Double-Landrath me condamna à faire amende honorable en public et à genoux ; défense me fut faite de fréquenter les auberges et les cabarets ; je dus assister assidûment au service divin les dimanches et jours de fête , me confesser , communier tous les mois et payer les frais du procès , s'élevant à dix louis. Par ce jugement je fus déclaré criminel , déshonoré et gêné pour toute la vie dans la liberté de mes relations. Mais parce que je ne voulus pas m'y soumettre , on me jeta en prison et on me donna des tuteurs dont l'ignorance fit disparaître ma fortune. Sans recours quelconque et près de devenir fou , je pris la fuite et j'implorai la protection des membres de la Diète.

Schweizerbart. Que firent-ils ?

Herger. Ils me dirent de belles paroles , M. le bourg-maître Hirzel de Zurich , entr'autres ; et sous main ils communiquèrent aux députés d'Uri la lettre de recommandation que j'avais reçue. En Diète il ne fut pas du tout question de moi.

Schweizerbart. Admirable en vérité ! Le trait est noble !

Bellmont. Vous avez vu comment la justice d'Uri et d'Unterwald s'est exercée à l'égard d'Imfeld et de Herger. Ce qui m'est arrivé , vous apprendra à connaître celle de Schwytz. Je suis le capitaine Joseph Antoine Bellmont de Schwytz , âgé de 53 ans et père de 14 enfans , dont six sont encore en vie. Après avoir servi fidèlement ma patrie dans plusieurs campagnes , je demeurais paisiblement à Schwytz ; en 1808 j'eus avec nos Messieurs un procès qui dura jusqu'en 1816 ; mon épouse maltraitée fréquemment pendant tout le cours du procès et plus tard encore , qualifia en 1829 deux conseillers « d'hommes qui agissaient contre la justice et la loi , » et offrit d'en donner les preuves. Pour ce propos elle fut citée devant le conseil. Moi , retenu au lit par une maladie , je proposai un sursis aux juges jusqu'à ce que je fusse guéri , ce qui , d'après les dispositions expresses des lois du pays , pour effet d'empêcher toute mesure de rigueur. Malgré cela deux messagers , accompagnés de deux chiens , se présentèrent chez moi , arrachèrent ma femme de son lit et l'enfermèrent dans une tour où , enchaînée , au pain et à l'eau , elle languit quinze semaines par le froid le plus rigoureux. Puis elle fut sommée de se rétracter ; mais , comme elle offrait , en revanche , de fournir les preuves de ce qu'elle avait avancé , elle fut transportée à Morschach et placée dans la maison d'un parent son plus mortel ennemi. Là elle fut enchaînée dans une chambre obscure , misérablement nourrie , et pour cela elle devait payer quatre florins par semaine. Lorsque je fus rétabli , comme je poursuivis aussi , on m'interdit , et comme je m'y opposais on me retint prisonnier pendant quinze jours à l'hôpital. Je pris la fuite. — Ma femme obtint aussi sa liberté ; mais sa santé fut détruite. Des tuteurs sans conscience disposent de ma fortune ; ils m'ont fait perdre 20,000 florins , — ce qui me reste ne durera pas long-temps. Je me suis adressé déjà trois fois à la Diète , mais c'est en vain , parce que la Confédération n'a point de tribunal fédéral qui rende justice aux Suisses quand ils ne peuvent la trouver dans leur propre canton.

Imfeld. Vous voyez ici trois fugitifs d'Uri , de Schwytz et d'Unterwald , qui tous les trois tendent les mains à leurs frères les confédérés , et demandent protection contre les des-

potes montagards qui, de nos jours, agissent aussi arbitrairement et cruellement que Gessler et Landenberg du temps de nos pères.

Le municipal. Que faire? Chaque canton est seigneur et maître dans son territoire.

Treuherz. Il faut faire un nouveau pacte, établir un tribunal d'appel fédéral.

Le Municipal. Et quelle compétence accorderiez-vous à ce tribunal?

Treuherz. Il prononcerait sur les contestations entre les autorités fédérales suprêmes et les gouvernemens cantonaux, sur celles de canton à canton, de peuple à gouvernement.

Le municipal. Mais il me semblait auparavant que vous vouliez aussi faire de ce tribunal fédéral, une espèce de tribunal d'appel ou de cour de cassation pour les cas civils ou criminels qui ne concernent que les particuliers.

Treuherz. Sans doute. C'est l'unique contre-poison contre la barbare administration de la justice dans les petits cantons. Si nous avions eu une telle institution, ces amis là n'erreraient pas de ville en ville sans asyle et sans secours; le sang de Henzi, de Waser, de Souter ne crierait pas vengeance.

Bellmont. O! c'est vrai, ce n'est que trop vrai!

Le municipal. Quelque utile que fût dans bien des cas un tribunal fédéral suprême, je craindrais cependant qu'on n'ouvrît par là un nouveau champ à la chicane.

Treuherz. L'abus d'une chose n'en défend pas l'usage légitime. On saura empêcher que des difficultés peu importantes puissent être portées devant la cour fédérale.

Le municipal. Un tribunal fédéral coûterait beaucoup à la Suisse.

Treuherz. Les parties paieraient. Et quand bien même il en coûterait quelque chose à la Confédération, on satisferait par là un besoin généralement senti.

Le municipal. Un tel tribunal d'appel ou de cassation ne serait nécessaire que pour les petits cantons.

Treuherz. Non, Monsieur! les cantons plus grands et régénérés pourraient aussi en faire usage quelquefois. Le grand-conseil de Berne accuse déjà le tribunal d'appel de son canton d'avoir violé la constitution et les lois. Et dans d'autres cantons l'opinion publique se plaint de l'incapacité intellectuelle et morale des cours suprêmes.

Schweizerbart. Oui, oui, Monsieur Treuherz a raison. Quand des petits garçons creusent des courges et leur taillent des bouches et des nez, ce ne sont cependant pas des têtes hu-

maines. Et quand un grand-conseil envoie à la cour d'appel des hommes ignorans et passionnés, je ne donnerais pas un denier de la considération de cette autorité. Morbleu ! lorsque je lis dans l'Evangile : Si quelqu'un te demande ton manteau, donne-lui aussi la tunique ; je songe toujours alors, mes amis, aux Juifs qui avaient sûrement aussi un pitoyable tribunal d'appel, devant lequel le pauvre Sauveur perdit un procès. C'est pourquoi je serais d'avis qu'un tribunal d'appel ne fût pas un pape juridique, mais qu'on pût encore en appeler à un tribunal fédéral. Chat échaudé craint l'eau froide. Hola, l'hôte apportez-moi encore une chopine. Je perds la tête toutes les fois que je pense à cet objet.

X.

Le régent s'était endormi avec la pensée d'une meilleure constitution fédérale, et il rêva que c'était le vendredi saint. Les anges et les âmes glorifiées célébraient dans le ciel la rédemption du genre humain. Le trône de l'Eternel était enveloppé de nuées et le régent crut voir au travers de ce voile nébuleux Jésus-Christ assis à la droite du père. Les chérubins et les séraphins étaient agenouillés dans une profonde adoration devant les marches du trône. Elles ployaient le genou et priaient aussi les âmes de ceux qui avaient sacrifié leur vie pour la vérité et la religion, la liberté et la patrie. Et leurs prières étaient douces, et restauraient comme les parfums qu'exhalent les tilleuls en fleur pendant une nuit sans nuages ; car elles priaient pour la prospérité et l'affranchissement des peuples. Un silence solennel régna près d'un quart d'heure sous les portiques incommensurables du firmament. Puis une voix cria du sein des nuées : Tous les hommes sont des enfans de Dieu, tous les mortels sont égaux. Et un quart d'heure après, une seconde voix cria : L'humanité est destinée au progrès, ne vous reposez pas, ne vous endormez pas ! Et un quart d'heure après encore, une troisième voix cria : Si vous êtes unis et si vous avez la foi, vous pourrez transporter des montagnes. A ce triple appel les prêtres des ténèbres pâlirent, un tremblement de terre traversa les antiques palais du monde, les trônes tremblèrent, les couronnes chancelèrent sur la tête des rois. Mais la croix de la foi chrétienne apparut dans les nuées et brilla d'un éclat inaccoutumé au-dessus du ciel et de la terre.

Et l'ange gardien d'un pays sortit du cercle de ceux qui priaient et s'adressant à celui qui était assis sur le trône : Combien de tems, Seigneur, demanda-t-il, mon peuple attendra-

t-il encore? Les feuillets du livre ouvert de l'avenir bruirent tout-à-coup d'eux-mêmes, une main sortit des nuées présentant à l'ange gardien un rouleau de papier et une plume. Et une voix invisible dit : Si ton peuple sait lire, si ton peuple sait écrire, l'heure est alors venue. Et l'ange gardien d'un autre peuple répéta la même question et la même voix répondit : Trois jours et trois nuits encore, puis blanchira l'aube du jour de la résurrection. Qu'arrivera-t-il à ma pauvre patrie suisse, murmura en soupirant le régent? A peine ces mots lui eurent-ils échappé que trois ombres s'approchèrent de lui, qu'il reconnut aussitôt pour les trois hommes du Grutli. Viens et vois, lui dit Walter Furst! En prononçant ces paroles il le plaça sur la cîme la plus élevée du Finsteraarhorn et il lui fit embrasser d'un regard le pays des Alpes. Il était beau ce pays, avec sa ceinture du Rhin et des Alpes; mais le peuple de ce pays ressemblait à un homme endormi, dont un poids énorme oppresse la poitrine et qui fait de vains efforts pour le déplacer. L'ombre éclatante d'un héros — c'était celle du grand martyr de Sempach — prit son essor par dessus les Alpes, jusqu'au trône ceint de nuages et cria : Vois, ô père des humains! l'esclavage du pays, je mourus pour sa liberté; écoute, Jésus-Christ, la désolation du peuple pour lequel j'embrassai les lances ennemies dans la bataille sanglante. Alors le silence qui régnait autour du trône de l'Eternel devint encore plus profond, les anges et les bienheureux prêtèrent une oreille inquiète et attentive.... Ce fut en vain, aucun son ne perça la nuée.

Seulement, des abîmes des montagnes s'éleva un murmure sourd, semblable au bourdonnement des abeilles quand elles veulent essaimer ou au battement des vagues sur le rivage, précurseur de la tempête. Ce sont, dit Walter Furst au régent, les plaintes silencieuses des patriotes de mon pays, qui n'osent pas manifester leurs opinions par crainte des juges iniques qui siègent dans les tribunaux, et des prêtres fourbes qui souillent le sanctuaire. Ce qui se dit dans la chambre solitaire, ce que l'ami ne confie qu'à l'ami monte au Seigneur, auquel rien n'est caché.

Puis on entendit des sanglots comprimés avec peine, mêlés de cris enfantins et perçans. Ce sont, dit Stauffacher de Steinen, les pauvres veuves et orphelins de notre patrie, aux époux et aux pères desquels des juges iniques ont ravi l'honneur et les biens. Comme ils ne trouvent aucun juge impartial sur la terre, ils cherchent du secours auprès de Dieu.

Puis on entendit encore des lamentations, des cris de dé-

tresse, un cliquetis de chaînes et les accens du désespoir que la torture arrachait à des captifs plongés dans des cachots ténébreux. Aie pitié de nous, ô Dieu ! criaient des milliers de voix, nous sommes innocens ; car nos ravisseurs sont nos accusateurs et nos accusateurs sont nos juges. Ce sont, dit Arnold de Melchthal, ce sont les infortunés qui ont osé blâmer les actes arbitraires des autorités ; il leur arrive ce qu'il m'arriva ainsi qu'à mon père, du temps de Landenberg.

Et l'ange gardien de la patrie s'approcha du trône et déposa au pied un grand vase rempli de sang. C'était le sang innocent de ceux qu'on avait fait passer par la main du bourreau pour sacrifier à l'esprit de parti, confisquer leur fortune et épargner les frais de détention. Puis s'approchèrent les victimes d'une mauvaise administration de la justice ; elles portaient dans leurs mains leurs têtes coupées et les déposèrent silencieusement et solennellement à côté du vase rempli de sang. Formant un demi-cercle dont l'aspect faisait frissonner, Henzi, Souter, Waser, Willi, Schnäbeli et beaucoup d'autres ombres encore moins connues s'agenouillèrent devant le trône caché par les nuées. Et de ce demi-cercle se détacha l'infortuné Petit-pierre, aux traits pâles et consumés par le chagrin, il déposa dans la balance d'or suspendue au trône du juge des humains la boucle de cheveux que ses bourreaux avaient refusée à une épouse chérie. Et il se fit de nouveau un profond silence dans le ciel et un frisson saisit le cœur des anges et des bienheureux. Ces mots partirent du trône : Jusqu'ici et pas plus loin. Et une main sortit de la nue, plongea une éponge dans le vase de sang et la donna à l'ange gardien de la Suisse. Et la voix venant du trône dit : Touche de cette éponge les yeux de ton peuple, il verra et établira pour toute la Confédération des juges impartiaux.

XI.

La poste avait amené à l'auberge du lac quelques étrangers, et l'entretien suivant s'établit bientôt avec Treuherz et ses amis.

Un Grison. Vous voulez donc une nouvelle constitution fédérale, un grand-conseil fédéral dans lequel le peuple suisse soit représenté d'après la population, un petit conseil fédéral et une cour fédérale ?

Treuherz. Oui, Monsieur, c'est ce que nous désirons.

Le Grison. Les cantons des Alpes n'y consentiront jamais, vu que, par là, s'effaceraient les traits caractéristiques qui les rendent intéressans aux yeux de l'Europe, comme Napoléon l'a fait parfaitement bien observer.

Treuherz. Je ne le trouve pas. Avec une unité plus grande dans la Confédération, le Grison n'en restera pas moins Grison et l'Appenzellois Appenzellois.

Le Grison. Nos institutions sont si antiques, si intimément unies à notre histoire que tout amateur de l'antiquité déploierait de les voir tomber devant l'esprit niveleur de nos jours.

Treuherz. J'honore aussi les souvenirs historiques. Mais par amour pour l'antiquité je ne laisserai pas ma maison s'écrouler sur moi; par respect aveugle pour les tems d'autrefois je me tiendrais tout aussi peu collé aux institutions fédérales qui, les circonstances ayant changé, ont dû devenir nuisibles au peuple suisse. Celui qui sacrifie le présent au passé ressemble à l'empereur Néron, qui mit le feu à Rome pour avoir un tableau de la destruction de Troie.

Un Genevois. Ces idées sont exagérées. Dans ce monde il faut toujours se demander d'abord : que peut-on faire sans repousser les gens dès l'entrée?

Schweizerbart. Il est bien facile de répondre à cette question. Il ne faut rien faire si l'on veut contenter tout le monde. La première question à poser est celle-ci : qu'est-ce qui est nécessaire? et la seconde : comment peut-on obtenir le nécessaire?

Le Genevois. Il est à déplorer que les confédérés n'aient pas pris en considération ce que leur disait le grand Rossi, quand il leur indiquait le juste milieu qu'il faut observer ici.

Treuherz. Il est encore plus à déplorer que les Genevois écoutent plus Rossi que Rousseau. Rappelez-vous, peuples libres, disait celui-ci, rappelez-vous ce principe : qu'on peut conquérir la liberté, mais qu'on ne peut pas la reconquérir. Le soin de son existence, le soin de son indépendance est la première chose qu'un peuple ne doit pas perdre de vue, celle à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées. Déjà une fois l'aigle français a serré votre Genève dans ses serres puissantes; l'aigle autrichien a arraché pour toujours la Val-teline aux Grisons. — Permettez qu'on vous avertisse, chers confédérés, ouvrez les yeux! Voyez, ces voisins prépondérans sont encore à nos frontières; nous ne pouvons échapper à leurs mains avides qu'en améliorant notre alliance et en réunissant en un tout fort et compacte les parties actuellement sans liaison.

Le Grison. On ne peut y remédier, cela ne tient pas au peuple.

Treuherz. Dites plutôt que cela ne tient pas aux chefs du peuple. Parcourez nos vallées depuis le Rhin jusqu'au Rhône,

depuis le Bernardin jusqu'au Jura ... de quoi se plaint-on partout.

Le Genevois. Des intérêts matériels, bien plus que des intérêts politiques. On se plaint des entraves dont souffre le commerce à l'extérieur et à l'intérieur.

Treuherz. Pourquoi le commerce à l'extérieur éprouve-t-il des entraves?

Le Genevois. Parce que nous sommes faibles.

Treuherz. Mais pourquoi sommes-nous faibles?

Le Genevois. Parce que nous sommes désunis.

Treuherz. Pourquoi le commerce à l'intérieur éprouve-t-il des entraves?

Le Genevois. Par le même motif ... la discorde.

Treuherz. Très-bien ! c'est la discorde qui fait le sujet de plaintes universelles. Mais où est la source de notre discorde et de nos querelles sans fin ?

Le Genevois. Je n'en sais rien.

Treuherz. Soit ! moi, je vais vous la faire connaître. C'est le cantonalisme, ce sont les institutions fédérales défectueuses qui donnent au cantonalisme la plus grande influence dans les questions fédérales. Là gît le secret de notre discorde, de notre impuissance, de notre honte ; là gît le germe de la ruine future de la Confédération. Expliquez cela clairement à vos concitoyens, je parie mille contre un que le peuple de Genève et des Grisons, du Vallais et des cantons primitifs est gagné à la réforme du pacte.

Un Unterwaldois. Cela peut arriver dans les Grisons et à Genève ; je n'en sais rien toutefois, car ces cantons me sont complètement inconnus. Mais pour ce qui concerne les cantons primitifs, je puis vous assurer qu'ils ne veulent en aucune façon entendre parler d'une nouvelle constitution fédérale. Et s'il me faut dire la vérité, je suis aussi de cet avis. Tenez Messieurs, je suis un vieillard ; voilà deux blessures dont je porte encore les cicatrices, l'une au bras, l'autre à la poitrine ; je me suis battu en 1798 contre les Français, lorsqu'on voulut nous imposer la république unitaire. Si demain vous nous apportez le gouvernement central, demain je reprends ma carabine et je me fais plutôt hâcher que de me soumettre au nouveau régime.

Treuherz. Et pourquoi détestiez-vous si fort la république unitaire ?

L'Unterwaldois. Parce qu'elle abolit les landsgemeindes et les grands-conseils et qu'on nous régenta de Berne plus rudement que l'empereur Albert en son tems.

Treuherz. Bien : mais nous ne voulons pas de république unitaire ; les landsgemeindes et les grands-conseil resteront ; les cantons seront souverains dans ce qui concerne les cantons. Ce qui concerne seulement la Confédération , la Suisse toute entière , passera dans les mains d'un grand-conseil fédéral.

L'Unterwaldois. Oh ! maintenant , c'est différent , cela ne passe pas les vitres. Mais ce grand-conseil fédéral ne sera-t-il pas élu d'après la population des cantons ?

Treuherz. Sans doute.

L'Unterwaldois. Alors la chose n'aura jamais lieu.

Treuherz. Pourquoi ?

L'Unterwaldois. Les petits cantons seraient de cette manière opprimés par les grands.

Treuherz. A merveille ! vous nommez oppression quand le petit ne peut avoir aucun privilège sur le grand , quand chacun se reçoit que sa portion. Nous ne pensons pas ainsi en Thurgovie. Dans notre grand-conseil composé de cent membres , tel cercle nomme deux membres , tel autre trois , tel autre quatre ou cinq , d'après sa population. Mais , malgré cela , le cercle qui ne nomme que deux députés , n'est pas opprimé par celui qui en nomme davantage. Au contraire , si le petit cercle a deux hommes capables , il exerce une plus grande influence que le cercle qui choisit quatre bêtes. Zoug , par exemple , est un petit canton ; mais , quand il envoie son Sidler à la Diète , ce seul homme fait plus que les députés de trois autres cantons ensemble.

L'Unterwaldois. Mais si nous n'avons pas d'hommes capables.

Treuherz. Vous ne devez pas non plus demander qu'on vous accorde une influence plus grande qu'aux grands cantons.

Imfeld. Celui qui connaît l'état des cantons primitifs doit désirer qu'on parvienne à une juste représentation dans la Confédération , parce qu'il serait très-avantageux pour la civilisation et la prospérité des cantons primitifs eux-mêmes que les cantons plus grands et plus civilisés eussent la prépondérance dans les affaires fédérales.

L'Unterwaldois. Civilisation ! Prospérité ! il y a encore quelque chose de plus important , pour nous Unterwaldois , que la civilisation et la prospérité.

Treuherz. C'est....

L'Unterwaldois. La religion.

Treuherz. Croyez-vous donc que la religion catholique serait menacée par l'introduction d'une juste représentation dans la Confédération.

L'Unterwaldois. Oui.

Treuherz. Pourquoi?

L'Unterwaldois. Parce que les états évangéliques obtiendraient plus de voix.

Treuherz. La chose n'est pas aussi dangereuse qu'on vous le fait croire. Si les grands cantons évangéliques obtiennent plus de représentans, la même chose aura lieu aussi pour les grands cantons catholiques, ce qui rétablit la proportion. Supposons que la représentation dans la Confédération soit rigoureusement établie d'après la population : on compte en Suisse 1,156,000 protestans et 770,000 catholiques. Maintenant, si le grand-conseil fédéral se composait de cent membres, les catholiques en auraient 40 et les évangéliques 60.

L'Unterwaldois. Je me suis en vérité représenté la chose pire qu'elle ne l'est. Mais il y a encore une autre pierre d'achoppement, savoir, les couvens. Pourquoi ne veut-on pas en garantir l'existence?

Treuherz. Parce que ce n'est pas nécessaire. Les couvens n'appartiennent pas à la Suisse, mais aux différens cantons. En conséquence la Confédération n'a pas le droit soit de les supprimer, soit d'en garantir l'existence. Ou craignez-vous peut-être qu'Uri, Schwyz, Unterwald, Tessin, Valais, Zug veuillent supprimer les couvens qui se trouvent sur leur territoire?

L'Unterwaldois. Le ciel nous en préserve.

Treuherz. Comme il n'y a ainsi aucun danger, la Confédération ne doit pas non plus empiéter sur le droit de propriété des cantons.

L'Unterwaldois. Mais comment fera-t-on avec les couvens dans les cantons mixtes?

Treuherz. Soyez sans crainte ! ici les couvens ne seront pas non plus supprimés, à moins que les catholiques ne le demandent eux-mêmes.

L'Unterwaldois. Mais si les catholiques de St.-Gall, d'Argovie le demandent?

Treuherz. On les laissera faire. La Confédération n'a pas plus le droit de dire aux St.-Gallois et aux Argoviens : ne supprimez pas vos couvens ! qu'à Uri, Schwytz et Unterwald : supprimez les vôtres !

L'Unterwaldois. Ça se comprend.

Treuherz. En France, en Autriche et dans beaucoup d'autres pays les couvens ont été supprimés, et cependant les habitans sont encore de bons catholiques. La moinerie et la religion catholique sont deux choses différentes.

L'Untervaldois. Je le sais bien. Mais on dit toujours à nos pauvres montagnards qu'il s'agit de la religion.

Treuherz. C'est précisément le contraire. Si nous possédions un gouvernement fédéral vigoureux, les droits de l'église catholique en Suisse seraient protégés et des milliers d'écus, qui maintenant filent en Italie, resteraient dans le pays.

L'Untervaldois. Il n'y aurait pas de mal. Malheureusement à l'heure qu'il est, on ne comprend pas encore cela chez nous. Mais quelle est votre opinion, M. le Vaudois?

Le Vaudois. Je pense comme M. des Grisons. Une constitution fédérale nationale est un bel idéal qui ne se réalisera jamais.

Schweizerbart. M. Treuherz, voilà un nouveau payen à convertir; on n'en finit pas avec les adversaires de la réforme fédérale; ils poussent comme les champignons après un jour de pluie.

Treuherz. Assurément, monsieur ne craint pas pour les couvens.

Le Vaudois. O non! mais pour la souveraineté cantonale!

Treuherz. Cette souveraineté cantonale est-elle un si grand bien?

Le Vaudois. Pour nous, Vaudois, elle est du moins tellement importante que nous prendrons les armes plutôt que l'en sacrifier un iota.

Treuherz. Ainsi vous ne consentiriez jamais à confier la gestion des affaires fédérales à un grand conseil fédéral nommé après la population et à renoncer au système d'instructions?

Le Vaudois. Non, jamais.

Treuherz. Ce langage ne m'étonnerait pas de la part d'un habitant d'Uri; dans la bouche d'un Vaudois je le trouve incompréhensible.

Le Vaudois. C'est très-compréhensible. Dès qu'on établira un conseil fédéral et une cour fédérale, on appliquera aussi à couvrir les dépenses fédérales une partie de la régle des postes. Maintenant les postes rapportent annuellement au canton de Vaud 150,000 fr. pendant que Thurgovie en tire peut-être 2000. Thurgovie peut bien parler de la réunion, mais Vaud sait aussi pourquoi il la refuse.

Schweizerbart. O, argent! que ne fais-tu pas dans le monde? Avec de tels sentimens on devrait, lors du salut fédéral, être un peu moins prodigue des mots: *patrie, liberté et concorde*, qu'on ne l'est malheureusement.

Treuherz. Mais ne voyez-vous pas dans votre pays de Vaud

qu'une meilleure organisation fédérale est impossible sans des sacrifices réciproques?

Le Vaudois. Sans doute.

Treuherz. Mais ne voyez-vous pas que , privés de cette organisation, nous jouons en tems de paix vis-à-vis de l'étranger un rôle pitoyable , et que le plus petit roitelet foule à ses pieds la Suisse?

Le Vaudois. Sans doute.

Treuherz. Ne sentez-vous pas qu'avec l'organisation actuelle la Suisse entière sera perdue dès qu'une guerre européenne éclatera le long de nos frontières.

Le Vaudois. O , très-bien.

Treuherz. Mais si la Suisse entière périt , le pays de Vaud se sauvera-t-il alors avec sa souveraineté cantonale et sa régal des postes? ou le canton de 150,000 fr. ne tombera-t-il probablement sous la domination étrangère aussi bien que celui de 2000?

Le Vaudois. Le canton de Vaud existera et périra avec la Suisse. Le tombeau de la Thurgovie sera aussi le tombeau du canton de Vaud.

Treuherz. N'y a-t-il donc pas chez vous de ces hommes généreux qui inculquent cette vérité au peuple vaudois?

Le Vaudois. Il y en a , sans doute..... mais on ne les écoute pas.

Treuherz. Pauvre Suisse! L'un ne veut pas de toi parce que tu es trop pauvre , et l'autre parce que tu es trop riche. Cela me fait souvenir de l'histoire de Madame Freiland. Si ces Messieurs sont disposés à l'entendre , je leur raconterai ce qui arriva à Madame Freiland et à ses fils.

XII.

Sur la croupe boisée de la montagne , au pied de laquelle ces Messieurs ont passé ce soir , se voyaient encore, du tems de ma jeunesse , les ruines d'un château dont il ne reste plus maintenant qu'un pan de mur de la tour écroulée. Là vivait jadis Madame Freiland. Cette dame avait épousé un pauvre gentilhomme de la montagne ; trois fils nâquirent de cette heureuse union ; leur mère consacra tous ses soins à leur éducation intellectuelle et morale. Le gentilhomme , qui avait ruiné sa santé au service étranger , mourut malheureusement et sa femme , conformément à sa volonté dernière , dut confier , dès-lors , l'éducation de ses trois fils à un couvent , dont l'abbé était un proche parent de son défunt époux. Cela lui fit beaucoup de peine , car la direction monacale qu'on donna

leurs études n'avait pas échappé à son esprit clairvoyant. Elle se maria en secondes noces avec un riche citadin de la confession évangélique ; quatre fils nâquirent de ce second mariage , dont le premier devint dans la suite maître de poste , le second receveur , le troisième inspecteur des péages et le quatrième négociant. Ce mariage , de peu de durée , fut plus brillant qu'heureux , car la riche parenté de son époux causa beaucoup de chagrins à Madame Freiland. Comme le poids des affaires reposait alors sur elle et que ses parens ne la secouraient pas , elle épousa un vieux serviteur de la maison , à la fidélité duquel elle devait une grande partie de sa prospérité présente. Deux fils nâquirent encore de ce troisième mariage. Elle avait maintenant neuf fils qui , comme on se le représente facilement , ne vivaient pas toujours entr'eux dans la plus parfaite harmonie. Néanmoins tout se passa dans les règles jusqu'à la mort du troisième mari. A cette époque , la mère partagea toute sa fortune entre ses fils. Que ferai-je de cette fortune , dit-elle ? Je commence à vieillir et je n'ai plus besoin de beaucoup. Prenez ce que j'ai , et donnez-moi le peu dont j'ai besoin. Mais elle apprit bientôt la vérité du proverbe qui dit : Il ne faut pas se désaisir de la cuiller avant d'avoir assez mangé.

Elle se rendit auprès des fils de son premier époux qui habitaient la montagne et se livraient à l'éducation des bœufs ; mais ces gentilshommes campagnards , grossiers et bouffis de l'illustration de leurs ayeux , méprisèrent leur mère roturière et la détestèrent comme à moitié hérétique , parce qu'elle n'était pas aussi bigotte qu'eux. Elle chercha un refuge chez les fils de son second époux , qui s'étaient fort enrichis par le commerce , les postes , la perception des péages et des impôts ; mais ceux-ci lui gardaient rancune d'avoir épousé un valet. Ils n'auraient peut-être pas été si méchants ; mais ils avaient pris en Allemagne , en Russie et en France , des femmes étrangères qui rougissaient de la simple femme suisse , et qui excitaient les fils contre la mère. Elle trouva tout aussi peu de consolation auprès des fils de son troisième époux , dont l'un était devenu dans le pays des Welsches un sot orgueilleux , et le second avait pris du service en Prusse. La vieille mère allait ainsi de maison en maison , frappant aux portes de tous ses fils ; elle rappelait la fidélité de son amour maternel , elle priait , elle pleurait , elle avertissait. Ce fut en vain , partout elle fut repoussée ! Bien qu'il y eût entre ces fils différence d'âge , de condition , de fortune et d'éducation , ils se ressemblèrent dans leur mépris et dans leur froideur pour

leur mère. Cela ruina sa santé, d'ailleurs forte, et faillit la plonger dans le désespoir..

De nobles amis de l'humanité, (dans le nombre desquels se trouvaient aussi quelques médecins) s'intéressèrent à cette dame et provoquèrent une réunion de famille dans le château de la montagne. Là parut la mère âgée et malade ; les mains jointes elle implora de ses fils des moyens d'existence et des soins meilleurs. « Nous n'avons rien nous-mêmes, adressez-vous aux fils plus riches de votre mari réformé ! » — dirent les gardiens de troupeaux des montagnes, de mauvaise humeur et sans cœur. Certainement que nous vous aimons tout très-sincèrement, dirent le maître de poste, le receveur, le douanier et le négociant, mais nous avons aussi de grands ménages à entretenir et la vie est très-chère dans les villes. Nous ferons cependant ce que feront nos frères des montagnes, on ne peut pas raisonnablement exiger de nous davantage, car vos fils sont tous égaux. Les médecins, répondit la mère d'un ton suppliant, les médecins disent que le mal a fait trop de progrès ; il n'y a qu'un traitement long et radical qui puisse me sauver peut-être la vie ; il me faut le changement d'air, les bains, une meilleure nourriture. Chère mère, dit le maître de poste avec un sourire, ne croyez donc pas les médecins. Allez chez le barbier du village, pour vous faire saigner et ventouser. Oui ! oui ! allez chez le barbier ! crièrent-ils tous ensemble. J'ai déjà essayé deux fois, dit la mère en s'agenouillant, envoyez-moi aux bains. Aux bains ! s'écria le capitaine prussien, va au diable, vieille carcasse, que nous soyons débarrassés de toi. A ces mots il empoigne la suppliant et veut la jeter à la porte ; — mais le tonnerre gronde, le château tremble, une main sort de la muraille et écrit sur la paroi, en lettres de feu, ces mots : « On vous a pesés et vous avez été trouvés trop légers. » Les fils regardent, pâles d'effroi, la main qui trace ces mots. — Pétrifiés, anéantis ils cherchent des yeux leur mère qu'ils avaient repoussée ; — mais elle a disparu. — J'ignore ce qui se passa ensuite. La tradition raconte que, le lendemain, le château ne présentait plus qu'un monceau de cendres ; malgré les recherches les plus minutieuses, on ne trouva pas non plus la moindre trace de la mère et de ses fils.

XIII.

Le cimetière était si près du lac que les vagues en battaient les murs et semblaient, par leur bruit monotone, endormir les morts qui s'y reposaient des peines de la vie. Des tombes s'élevaient

vaient au milieu de monticules couverts de mousse et disaient emphatiquement les vertus des riches ; mais pas une ne rappelait une action digne de vivre dans le souvenir de la postérité ; aussi les trois jeunes gens , dont je vais parler , ne leur accordèrent aucune attention ; passant devant elles en silence , ils s'assirent sous un saule pleureur dont les longs rameaux recouvraient pittoresquement un obélisque adossé à la muraille. Celui qui n'a vécu , travaillé et joui que pour soi , trouve sa récompense en ce que la mer de l'oubli engloutit son nom , — dit le premier de ces jeunes gens. Celui qui a vécu pour l'amour de l'amitié , qui a travaillé pour sa femme et ses enfans , continue de vivre dans le souvenir de ses amis et des siens , — dit le second. Mais il vit à toujours celui qui s'est dévoué à l'humanité , qui a sacrifié la flamme brillante de l'existence sur l'autel de la liberté , de la vérité ; il continue de vivre dans les chants et les récits des races futures , dit le troisième , et il ouvrit les annales des tems passés. Long-tems ils s'entretenirent de la Grèce et de Rome , des exploits de leurs aïeux ; les grands hommes de tous les siècles passèrent devant leur esprit comme les ombres vaporeuses d'Ossian , et chacun de ces jeunes gens se choisit un héros pour tâcher de le suivre dans sa glorieuse carrière.

Charles. J'aime Thémistocle. Quand les Athéniens , commandés par Miltiade , eurent vaincu à Marathon et défait les Perses , cela fit sur le jeune et ardent Thémistocle une impression si profonde que le sommeil déserta sa couche. Les lauriers de Miltiade ne me laissent plus dormir , disait-il. Dans une société où chaque convive devait chanter en s'accompagnant de la lyre , Thémistocle repoussa l'instrument en disant : Je ne sais ni jouer , ni chanter , mais je crois posséder la science de rendre un pays grand et illustre. Il n'eut pas en effet une trop haute opinion de lui-même. Prévoyant que la Perse voudrait se laver de la défaite qu'elle avait essuyée , que la liberté de la Grèce serait menacée d'une lutte à mort , et que sa patrie ne pourrait sortir victorieuse de cette lutte que par l'union plus intime des différens états , il réunit , réconcilia les Grecs divisés , et les prépara à soutenir l'orage qui les menaçait. L'orage éclata , Xerxès fut battu à Salamine , une victoire immortelle sauva la liberté de la Grèce. La patrie aurait besoin d'un homme qui , comme lui , prévît l'orage des années à l'avance , réunît les Suisses divisés , et pendant la paix les préparât à la guerre ; je voudrais devenir son Thémistocle.

Hermann. Annibal est mon héros favori. A l'âge de neuf ans il jura sur l'autel des dieux une haine éternelle et inextin-

guible aux Romains, ces vainqueurs de l'univers. Fidèle à ce serment, il franchit plus tard les Pyrénées et les Alpes, porta l'effroi de la guerre en Italie et vainquit les Romains dans maintes batailles. Et quand l'esprit mercantile, égoïste des Carthaginois amena la chute de la patrie, Annibal seul ne se soumit pas; il quitta Carthage et suscita aux Romains de nouveaux ennemis. Mais comme la crainte qu'inspirait Rome enchaînait tous les souverains de l'Asie, que le roi de Bythynie lui-même violait les lois de l'hospitalité et voulait livrer Annibal aux Romains, celui-ci avala le poison qu'il portait avec lui et jeta aux pieds des soldats qui venaient pour le saisir la coupe vide. Cet Annibal à l'âme de fer me plaît; j'aime à voir cette haine ardente, inextinguible, éternelle de l'oppression et de l'esclavage, de la royauté et de l'aristocratie descendre jusque dans la tombe.

Werner. Christ qui versa son sang sur la croix pour l'humanité tout entière, Jésus-Christ occupe la première place dans mon cœur; je donne la seconde à Arnold Winkelried. Nous ne connaissons qu'une action de toute sa vie, mais cette action n'a pu être inspirée que par le cœur le plus noble. La forêt de lances des chevaliers se tenait immobile dans les champs de Sempach; en vain les confédérés cherchaient à y pénétrer; tout paraissait perdu. Alors Arnold Winkelried s'écria: Je fraierai une route à la liberté, prenez soin de ma femme et de mon enfant. Il dit et embrassa les lances ennemies. Il tomba et sur son cadavre les confédérés coururent à la victoire. Je voudrais mourir de cette mort, de cette mort belle et divine pour la patrie.

A ces mots, les trois jeunes gens entrèrent dans l'église. L'image du Christ sur la croix en ornait le chœur, dont les vitraux ne laissaient passer qu'une lumière douteuse. Hermann plaça sa main sur l'autel, et dit. Je jure ici, comme Annibal, haine éternelle à l'esclavage, fidélité inviolable à la liberté.

Charles. Je jure de consacrer mes forces à la réalisation d'une meilleure constitution fédérale.

Werner. Je jure de mourir avec joie pour la régénération de la patrie.

Et tous ensemble ils répétèrent ces trois sermens.

Après qu'ils se furent éloignés de l'église, une voix dit: « La Suisse n'est pas encore perdue! » C'était la voix du régent qui, en sa qualité de sacristain, se trouvait au clocher pour sonner. En s'y rendant, il était tout contristé, parce que Schweizerbart lui avait raconté ce que l'Unterwaldois et le Vaudois avaient dit sur le pacte. Maintenant les larmes bril-

laient dans ses yeux, et il répétait : Notre Suisse n'est pas encore perdue ! Les écoles nous donneront une génération meilleure, qui pourra lever la pierre trop pesante pour la folie et l'égoïsme de la génération qui l'a précédée.

XIV.

Le Municipal. Je ne puis, ni ne veux nier que la réforme de notre constitution fédérale ne soit nécessaire, urgente même. En 1832, la diète a reconnu publiquement la nécessité d'une réforme, et la suite de nos entretiens m'en a convaincu, ce que n'a pas pu faire l'arrêté de cette autorité. Mais qui opérera cette réforme ?

Treuherz. Il n'y a que deux voies à suivre : la diète ou la constituante.

Schweizerbart. O, ne me parlez pas de la Diète, sinon vous me ferez sortir d'ici à reculons et tout en nage ! Lors du tirage fédéral de Zurich, j'assistai aussi quelques heures à ses délibérations. Là je vis la bête à vingt-deux têtes qu'on appelle la Diète ; là j'entendis cliqueter ces moulins à vent suisses. Je veux perdre ma meilleure paire de bœufs, traîner moi-même ma charrue, si dans les vingt-deux cantons de la Confédération on trouve une autorité plus pitoyable que cette Diète. La municipalité de Tampishaus, dans laquelle mon compère l'inspecteur des écoles est le seul qui sache écrire, est, comparée à la Diète, une assemblée de sages. Si la Diète est en état de faire une bonne constitution fédérale, je veux aller à Rome à reculons, me faire lier les mains et les pieds, puis bâtir une nouvelle église de St. Pierre. Celui qui attend encore quelque chose de la Diète, veut sans doute cueillir des raisins sur des épines et des figues sur des chardons.

Treuherz. Il y eut un temps où la majorité des Etats voyait dans la Diète l'autorité d'où sortirait une meilleure constitution fédérale. Le temps a fait ce que la logique n'a pu faire ; il a montré que cette opinion était une erreur. Vers la fin de 1832 une commission de la Diète prépara un projet de pacte, qui, retravaillé au printemps de 1833 par la Diète, parut si pitoyable que dans la plupart des cantons on n'osa pas même le soumettre au peuple. Dans l'été de 1834, la Diète remit la main à l'œuvre ; mais, déjà dans ses trois premières séances, la commission chargée de la besogne trouva qu'elle ne pouvait venir à bout de rien.

Le Régent. La faute est-elle dans les personnes ou dans l'organisation de cette autorité ?

Schweizerbart. Dans les deux. Quant au premier point, les

conseils cantonaux donnent de mauvaises instructions, et quant au second, ils envoient à la Diète de pitoyables députés.

Treuherz. Il faut chercher la faute principale dans l'autorité et nommément dans sa position à l'égard du peuple Suisse. Si l'on veut qu'une réforme de nos institutions fédérales soit possible, il faut tout premièrement introduire la représentation proportionnelle, afin que le principe national l'emporte sur le principe cantonal. Voilà le point d'où nous devons partir, c'est le seul levier au moyen duquel nous pouvons tirer le char politique fédéral du bourbier où il se trouve maintenant. La plus petite réforme est impossible sans une juste représentation dans l'alliance; avec cette représentation, toute autre réforme se fera d'elle-même, pour ainsi dire. J'estime qu'on peut amener la majorité de la nation suisse à reconnaître la nécessité d'une juste représentation et à la désirer; mais la majorité des états, à cause de ses vues étroites et de son esprit cantonal, s'y montrera toujours opposée. Maintenant, les membres de la diète ne sont pas les représentans de la nation suisse, mais ceux des états, et liés par des instructions. D'après leur nature, ils doivent défendre l'avantage de leur état contre l'intérêt de la commune patrie. Puisque la majorité des états est donc opposée à une juste représentation, il faut aussi que la majorité des députés le soit; en conséquence celui qui vote pour que la diète réforme le pacte ne veut pas de réformes profondes, ou ne connaît pas le moyen qui conduit au but.

Le Municipal. Je ne crois pas que l'intérêt bien entendu d'un canton soit en opposition avec l'intérêt vrai de la commune patrie.

Treuherz. Ni moi non plus. Je suis intimément convaincu que l'introduction d'une juste représentation procurerait d'immenses avantages même au plus petit canton, et assurerait à l'esprit fédéral la victoire sur l'esprit cantonal; mais à l'heure qu'il est, les petits cantons, qui forment la majorité, ne le croient pas encore; cela ne prouve pas cependant que la Diète soit l'autorité dont il faut attendre une meilleure constitution fédérale.

Le Municipal. J'y vois clair maintenant. Que pensez-vous d'une conférence délibérant sans instructions?

Treuherz. J'ai déjà fait observer que le moyen qui conduit le plus sûrement à une juste représentation est le meilleur moyen de révision. Maintenant, une conférence, dans laquelle tous les états auront le même nombre de députés, n'insérera pas non plus dans la loi fondamentale le principe d'une juste

représentation ; par conséquent , ce moyen , pas plus que l'autre , ne conduit au but.

Le municipal. Une conférence libre ne serait cependant pas liée par des instructions , et aurait ainsi coudées franches dans ses discussions.

Treuherz. Elle pourrait discuter , mais non décider. Ses procès-verbaux devraient être soumis aux grands-conseils cantonaux , qui couperaient , tailleraient , rogneraient jusqu'à ce qu'il ne restât plus rien.

Le municipal. Mais dans sa circulaire aux états le vorort a proposé une révision partielle.

Treuherz. En la proposant , Messieurs les savans de Zurich ont donné un coup de pied à la logique. Evidemment le moyen de la révision partielle n'est pas un moyen nouveau , puisqu'il rentre dans celui de la réforme par la diète. Le coup de pied donné à la politique par les Messieurs de Zurich est plus grand encore. Vouloir faire des réformes partielles ou rapiécer , ne signifie au fond pas autre chose que renoncer à l'idée d'une révision du pacte. Tant qu'on ne changera pas le mode de représentation , on n'abolira pas non plus les instructions ; on n'établira pas de conseil fédéral , de cour fédérale ; on ne tombera pas d'accord sur les postes , les péages , les routes et le militaire. Toutes les propositions de ce genre sont des bulles de savon , qui peuvent bien contenter des enfans , mais non des hommes d'état. Celui qui veut le but doit aussi vouloir les moyens , ou ce n'est qu'un imbécille. Zurich en a fait l'expérience à la dernière diète avec ses projets de concordats ; si ceux-ci ne sont pas des mannequins derrière lesquels il cache son éloignement pour toute vraie réforme du pacte , il doit adopter sincèrement et loyalement le seul moyen qui conduit au but.

Le municipal. Et ce moyen , c'est ?

Treuherz. Une assemblée constituante nommée par le peuple suisse proportionnellement à la population. Lorsqu'on voulut en 1830 réformer les constitutions cantonales , on reconnut bientôt qu'on mendierait en vain des réformes , en s'adressant aux grands-conseils composés aristocratiquement ; le peuple élut alors des assemblées constituantes , et reforma en même temps la représentation. Il nous faut suivre le même procédé quant au pacte. Il nous faut sortir par un saut hardi de ce cercle magique , et par l'établissement d'une constituante fédérale couper court , dès l'entrée , au vice principal , à l'injuste représentation.

Le municipal. J'éprouve ici de nouveau les scrupules que ce

mode d'agir fit naître chez moi en 1830. Ce n'est pas une réforme, c'est une révolution.

Treuherz. Que les mots ne vous effraient pas! Là où le progrès dans la vie politique d'un peuple est rendu impossible, parce qu'une minorité que favorise des formes politiques surannées s'oppose opiniâtrement aux réformes jugées nécessaires, par la majorité de la nation, au maintien de l'indépendance et à l'accroissement de la prospérité générale, là la révolution est non-seulement inévitable, mais elle est aussi juste que sage. Il n'y a plus l'ombre de doute que, nous Suisses, nous nous trouvions dans ce cas. Le non-succès des tentatives de révision faites par la diète a convaincu l'incrédule le plus cuirassé. De deux choses l'une : renoncer à toute réforme du pacte, ou établir une constituante fédérale.

Le municipal. Nous ne pouvons plus maintenant renoncer à une réforme de la constitution fédérale, depuis que, non-seulement la majorité de la nation, mais aussi la majorité des états en a reconnu solennellement la nécessité dans le sein de la diète, et a travaillé des années à la réaliser. Nous Suisses, nous déclarerions par-là, à la face de l'Europe entière, que nous voyons bien l'impossibilité de conserver le pacte actuel, mais que nous ne pouvons pas en faire un meilleur, à moins que les puissances étrangères ne s'en mêlent.

Schweizerbart. Si nous abandonnons cette entreprise, nous méritons le sort qui nous menace. Comme on le fait en Angleterre à l'égard des jurés, il faudrait nous enfermer, nous Suisses, au pain et à l'eau, jusqu'à ce que nous fussions tombés d'accord sur la question fédérale.

Le municipal. Mais supposé que nous établissions une constituante fédérale, que celle-ci fasse une constitution vraiment nationale, cela ne nous avance pas cependant d'un pas.

Treuherz. Pourquoi?

Le municipal. Parce que ce n'est qu'un projet qui, soumis aux grands-conseils des cantons, sera mutilé ou rejeté par eux.

Treuherz. L'assemblée constituante soumettrait immédiatement son travail au peuple des cantons.

Le municipal. En mettant de côté les assemblées législatives cantonales?

Treuherz. Sans doute.

Le Municipal. Cela n'ira pas. Mais, supposé que cela aille, voici une nouvelle pierre d'achoppement. Dans les petits cantons, qui sont les plus nombreux, le peuple rejettera aussi un projet vraiment national.

Treuherz. J'admets, sans en convenir, que la chose ait lieu,

l'affaire n'en est pas pour cela perdue. La question de l'acceptation ou du rejet d'une nouvelle constitution fédérale, ne doit pas dépendre de la majorité des Etats, mais de la majorité de la population Suisse. Si cette constitution est adoptée par les trois-cinquièmes ou les deux-tiers du peuple Suisse, elle entre en vigueur, eût-elle eu même contre elle la majorité des voix dans douze cantons.

Le Municipal. Ce serait un moyen hardi, inaccoutumé.

Treuherz. Des situations extraordinaires exigent aussi des moyens extraordinaires. Il s'agit de l'existence ou de la non existence de la patrie, réfléchissez-y bien.

Le municipal. C'est une affaire épineuse ; plus j'y pense, plus elle me le paraît.

Schweizerbart. Celui qui veut se faire arracher seulement une dent, se trouve dans le même embarras. Il ne demanderait pas mieux que d'être débarrassé des douleurs qu'il éprouve ; mais il redoute le moment de l'opération. L'inspecteur des écoles Bohnenbluest, mon compère, m'a envoyé ici un morceau de sa composition, dans lequel l'embarras où nous nous trouvons est dépeint assez fidèlement sous l'image d'une commune des montagnes, qui devait bâtir une église.

XV.

Au fond d'une vallée des Alpes se trouve une grande commune, composée de vingt-deux localités disséminées ça et là et très-inégalement peuplées. Il y a des métairies isolées qui ne renferment qu'un ménage ; mais il y a aussi des hameaux de vingt à trente ménages. Cette inégalité ne doit pas avoir été jadis si forte, car la communauté possède une église commune, où chacune des vingt-deux localités a son banc désigné. Cet état de choses n'est plus du tout en harmonie avec les circonstances actuelles ; car pendant que le vacher, qui dort tout le long du sermon, est assis en face de la chaire dans un banc qui contiendrait encore vingt personnes, les habitants des hameaux et des villages doivent rester debout dans les allées de l'église ou s'asseoir devant la porte. C'est d'autant plus injuste que les frais d'entretien sont répartis, soit sur la population, soit sur la fortune, et qu'ainsi le hameau riche et populeux paie trente fois plus que la métairie isolée. Quoi qu'on ait pu dire jusqu'ici pour engager les propriétaires des métairies à céder une partie de leurs places a été inutile, car ces mélayers prétendent que leurs maisons sont les plus anciennes de la commune, et que leur privilège est consacré par une longue suite de siècles. De là naissent de nombreuses querelles ; de là

vient que beaucoup de paroissiens ne fréquentent plus le service divin , que la barbarie et l'immoralité prennent le dessus de jour en jour.

Depuis long-tems déjà les meilleurs d'entre les communiens songeaient à faire changer un tel état de choses. Ils proposèrent d'abattre la vieille église sombre , et d'en bâtir une nouvelle telle que l'exigeaient les changemens survenus dans la commune. Les métayers s'opposèrent en vain à cette proposition qu'adoptèrent à une grande majorité les partisans d'une meilleure distribution des places. Mais il s'éleva une contestation sur le choix de la personne qui serait chargée de faire les plans du nouvel édifice. Les métayers voulaient qu'on confiât cette affaire au conseil d'église ; car , comme ce conseil est composé de vingt-deux membres et que ces membres ne sont autre chose que les représentans des vingt-deux localités , ils compaient qu'ils y auraient la majorité , par conséquent qu'ils pourraient conserver les anciens privilèges des métairies et mettre les dépenses sur le dos des hameaux et des villages. Quelques riches paysans des hameaux se joignirent aussi à eux , parce que leur bourse leur tenait plus à cœur que le service divin , et qu'ils espéraient que les députés des localités ne s'entendraient jamais sur le mode de construction. Quelques bons bourgeois se laissèrent séduire et dirent : peu nous importe qui construise l'église , pourvu qu'elle soit bien bâtie. D'autres dirent à leur tour : point du tout ! Il faut que le plan soit fait par des personnes qui n'aient pas seulement égard aux localités en particulier , mais aux besoins de la communauté entière. C'est pourquoi ils demandèrent qu'on assemblât la commune et qu'on nommât une commission qui ferait un plan et le soumettrait , accompagné du devis des frais , à la ratification non pas des localités particulières , mais de toute la paroisse. C'est une innovation , dirent les métayers , contre laquelle nous nous sommes prononcés d'avance à la majorité ; nous tenons à l'ancien usage qui remet des choses de ce genre aux députés des localités. Votre ancien usage , répondirent les habitans des villages , est un non-sens , en vertu duquel la minorité a fait déjà depuis long-tems la loi à la majorité , une absurdité qui ne vous a donné que des droits et à nous que des devoirs. La querelle dure depuis des années , et maintenant encore on ne voit aucun moyen de la terminer. Les voisins en rient , mais le trouble augmente de plus en plus dans la commune. Comment s'appelle cette commune des Alpes ? de quel côté se trouve le droit ? et quel moyen proposeriez-vous pour terminer cette querelle ?

XVI.

Le municipal. Le moyen est bientôt trouvé. Il faut que la commune s'assemble, qu'elle décrète la construction projetée, qu'elle nomme une commission, et que, quand le plan préparé par cette dernière aura reçu la sanction de la majorité, elle contraigne la minorité à se soumettre à la majorité.

Treuherz. Appliquez aussi maintenant ce mode simple de procéder à l'édification d'un nouveau pacte. Que la nation suisse soit la commune, l'assemblée constituante, la commission de construction.

Le municipal. Tout cela est bel et bon. Mais malheureusement nous ne pouvons pas assembler la nation suisse comme une paroisse et la consulter sur ce qu'elle pense.

Treuherz. Qu'on réunisse le peuple suisse en vingt-deux sections et qu'on demande à chacune si elle veut un pacte reposant sur la base d'une juste représentation.

Le municipal. Croyez-vous que la majorité se prononcerait pour l'affirmative?

Treuherz. Sans doute. Berne, Zurich, Lucerne, Argovie, St.-Gall, Thurgovie sont pour une représentation (approximative du moins) suivant la population. Ces cantons, auxquels vous pouvez aussi joindre Bâle-Campagne, forment déjà la majorité de la nation suisse. Vraisemblablement aussi un nombre considérable de citoyens suisses d'autres cantons se rangeraient à cette opinion; mais comme une juste représentation est le point d'appui d'Archimède sur lequel il nous faut ici nous baser, l'affaire n'est pas aussi difficile qu'elle le paraît au premier abord.

Le municipal. Il pourrait aussi se montrer beaucoup d'opposans dans le peuple lui-même des grands cantons dont les grands-conseils se sont prononcés en faveur de cette juste représentation; pensez seulement à Lucerne. Cependant qu'il en soit ainsi! J'admets que les grands-conseils ont une telle influence que la population des grands cantons se déclare à l'unanimité pour l'augmentation de représentation, qu'y a-t-on gagné? Chez les petits cantons, les grands-conseils exerceront la même influence dans un but opposé, et engageront ainsi sans peine le peuple à voter le rejet de cette proposition. Qu'arrivera-t-il alors?

Treuherz. Ce qui aurait déjà dû arriver dès le commencement. La majorité de la nation fait pour elle une œuvre à laquelle la minorité ne veut pas, pour le moment, participer.

Le municipal. Comment l'entendez-vous?

Treuherz. Les cantons qui veulent une réforme dans la représentation doivent se réunir, nommer une constituante et sur cette base élever un nouvel édifice fédéral.

Le municipal. Mais il y a peut-être des états qui, tout en désirant une meilleure représentation, ne veulent pas d'une constituante.

Treuherz. Alors ils ne se comprennent pas eux-mêmes; ils disputent sur le mot tandis qu'ils sont d'accord sur la chose. Le point capital est qu'on confie la réforme du pacte à une grande assemblée, élue par le peuple proportionnellement à la population. Nommez-la constituante, grand-conseil fédéral, conseil national, le nom ne fait rien à la chose.

Le municipal. Je crois aussi qu'en dernière analyse il ne nous reste qu'à conclure un concordat pour établir une constitution fédérale vraiment nationale.

Treuherz. C'est l'unique moyen.

Le municipal. Mais que diront les petits cantons?

Treuherz. Ce qu'ils voudront. Deux tiers du peuple suisse ne se laisseront cependant pas entraver dans le développement de leur vie nationale, parce qu'un tiers ou plutôt les chefs de ce tiers s'y opposent.

Le municipal. Mais alors il s'opérera une scission dans la confédération, cela n'a pas que d'avoir pourtant son côté critique.

Treuherz. La scission existe déjà par le fait; ne sommes-nous pas morcelés déjà en vingt-deux petits états? Si donc quelques-uns d'entr'eux se réunissent en un seul, le morcellement est plutôt diminué qu'augmenté.

Le municipal. Je crains seulement les désordres.

Schweizerbart. Quels désordres? Il y en a toutes les fois qu'on veut faire du neuf avec de la vieille marchandise. J'en voyais, il y a une année, mon habit vert au tailleur Fliknadel pour le lui faire tourner, soit parce que cet habit était devenu trop étroit pour moi, soit parce qu'il était trop à l'ancienne mode française. Que fait ce farceur de Fliknadel? Comme il se défiait de son habileté à couper mon habit à la mode, et que les coutures avaient été solidement confectionnées, il ne défit pas celles-ci, mais se contenta de remettre quelques boutons, de boucher quelques trous et de me pendre au dos un nouveau haillon, en sorte que je ressemblais presque à un messager d'état ou à un barbet en uniforme, auquel on fait faire l'exercice. Mille bombes! disais-je, comme ce compagnon s'entend à tourner un vieil habit! Le tailleur Grundaas, auquel je le donnai ensuite, défit les coutures et m'en fabriqua

un habit que je peux porter à l'église comme neuf et pendant des années encore. Il en est de même du pacte. Il faut defaire les coutures, tourner le vieux Gottfried et en faire un habit à la mode du 19^e siècle.

Le municipal. Je ne sais.... mais je crains.... je crains qu'à la fin des tailleurs étrangers ne viennent et ne nous taillent nos culottes.

Schweizerbart. Vous vous effrayez inutilement, mon cher municipal. Les potentats ne vont plus faire la pratique. Ils ont maintenant chez eux de l'ouvrage par dessus la tête, en sorte qu'ils ne peuvent plus servir d'aussi pauvres consommateurs que nous, paysans suisses.

Le municipal. J'en suis bien aise. Mais que ferons-nous des petits cantons qui ne désirent pas un pacte plus fort, et par conséquent qui ne nommeront pas des députés à la constituante, et n'accepteront pas la constitution rédigée par celle-ci? Les contraindrons-nous peut-être par la force des armes à se soumettre à la décision de la majorité?

Treuherz. Point du tout! nous ne voulons pas nous laisser forcer par la minorité à rester fidèles à un pacte qui nous paraît hors de saison, tout comme nous ne voulons pas lui imposer une constitution fédérale, pour laquelle elle ne paraît pas encore mûre. Nous laisserons à la raison et au temps le soin de ramener ces cantons à de meilleurs sentimens.

Le municipal. Il se passera encore des années.

Treuherz. Les cantons qui sont maintenant le plus opposés à une nouvelle constitution fédérale, se montrèrent les plus opiniâtres à recevoir le pacte de 1815; mais dès qu'ils virent que leur résistance était inutile, ils se soumirent à l'ordre de choses existant. Ce phénomène se répètera aussi de nos jours. Quand deux tiers de la nation suisse auront préparé et adopté une meilleure constitution fédérale, les cantons qui n'avaient pris d'abord aucune part à cette œuvre, sentiront peu à peu leur impuissance et finiront par se joindre à leurs confédérés; nous leur tendrons en tout temps fraternellement les bras.

Le municipal. Mais sommes-nous aussi assurés qu'une constitution fédérale, telle qu'on doit l'attendre d'une constituante, se soutiendra réellement? N'est elle pas un idéal dont la réalisation nous reviendra peut-être trop cher? Cet état fédératif, qui doit harmoniser la vie nationale avec la vie cantonale, est une pensée qui, à l'heure qu'il est, n'est encore logée que dans la tête des savans. Vous secouez les épaules, Monsieur Treuherz! Où est donc le pays où se trouve cette heureuse combinaison.

XVII.

Treuherz allait répondre à la dernière question du municipal lorsque les regards de la société se dirigèrent vers le lac, sur lequel on apercevait une barque qui s'approchait du rivage à pleines voiles, au milieu des chants des passagers. Cette barque renfermait beaucoup d'hommes, de femmes et d'enfants qui émigraient aux Etats-Unis. C'étaient pour la plupart des Allemands auxquels le despotisme des souverains rendait la vie intolérable dans le pays de leurs pères; quelques Suisses seulement se trouvaient au bord du lac, prêts à s'embarquer. Ces Allemands saluèrent le sol suisse en poussant des cris d'allégresse; les Suisses, en revanche, contemplaient douloureusement les Alpes, et on voyait clairement qu'il leur en coûtait beaucoup de quitter le pays où dormaient leurs ayeux.

Schweizerbart. Où allez-vous? où allez-vous? braves gens!

Premier émigrant. Là où le soleil se lève quand il s'est couché derrière vos montagnes. En Amérique.

Schweizerbart. Pourquoi voulez-vous quitter l'Europe?

Second émigrant. L'ancien monde est trop étroit pour nous; nous courons dans le nouveau. Nous passons les mers.

Troisième émigrant. La nuit de l'esclavage couvrit notre berceau, le soleil de la liberté doit briller sur notre tombeau. Nous allons dans le pays de Washington.

Treuherz. La Suisse est aussi le pays de la liberté. Ces Alpes magnifiques en sont le temple! Voyez s'élever de ces glaciers la fumée de l'encens qu'on brûle sur son autel!

Le premier émigrant. Le pays est beau.

Le second émigrant. Le temple est grand et auguste.

Le troisième émigrant. Mais la fumée de l'encens tombe à terre..., l'ange protecteur du pays s'irrite.... Vous avez violé l'hospitalité.... Le Suisse est faible parce qu'il est la proie de la discorde. Le nuage de fumée descend toujours plus, toujours plus. Partons, mes compagnons! Hissez la voile! Partons pour le pays de Washington, où le bonheur qui naît de la liberté se marie à la force que produit la concorde.

Le régent. Ils quittent le rivage. Heureuse traversée!

Schweizerbart. Singuliers compagnons! qui se défient du sol suisse. — Oiseaux de mauvais augure! — Leurs paroles étranges m'ont fait l'effet d'un baquet d'eau glacée sur le corps.

Le municipal. Des étudiants à la tête brûlée!

Le régent. Comme tout le monde cependant veut aller dans l'Amérique du nord!

Le municipal. Il y a encore beaucoup de terres en friche, c'est ce qui attire les émigrans.

Treuherz. Il y règne la plus grande liberté religieuse, politique et civile, c'est ce qui attire le monde bien plus encore.

Le régent. Ce que je ne comprends pas, c'est que les Allemands ne s'établissent pas de préférence en Suisse, et que même des Suisses partent pour l'Amérique.

Le municipal. Tout est plus beau de loin que de près.

Treuherz. J'adhère à cette observation. Il est à présumer que tel émigrant, qui ne voulait pas travailler dans sa patrie, trouvera le défrichement de forêts solitaires plus pénible qu'il ne se l'était figuré. Il nous faut admettre comme vrai ce qui est vrai cependant. L'Amérique du nord possède des avantages dont la Suisse est encore privée maintenant.

Le régent. En quoi consistent-ils?

Treuherz. Je n'appellerai l'attention de ces Messieurs que sur un avantage qui se rapporte à l'objet dont nous avons parlé auparavant. Que disait le troisième émigrant?

Le régent. Partons pour le pays de Washington, où le bonheur qui naît de la liberté se marie à la force que produit la concorde!

Treuherz. Bien! C'est précisément ce que je pense. Nous sommes tellement démoralisés par nos anciennes et vicieuses institutions fédérales que beaucoup de Suisses ne peuvent pas même penser à un état différent et meilleur; c'est pourquoi on traite de novateurs dangereux, de rêveurs et de fous, les hommes qui proposent une refonte complète de ces institutions. Monsieur le municipal lui-même paraît regarder comme un idéal, non encore réalisé jusqu'ici, un état fédératif où la vie cantonale s'harmonise avec la vie nationale. Eh bien! le problème est résolu. Les Etats-Unis de l'Amérique du nord forment un état fédératif, dans lequel la liberté de chaque canton en particulier se trouve dans la plus belle harmonie avec l'unité de la nation.

Le municipal. Je ne connais pas assez la constitution fédérale de l'Amérique du nord.

Treuherz. Dans ce pays on distingue soigneusement entre ce qui est du ressort de la confédération et ce qui est l'affaire de l'état ou du canton en particulier. La guerre et la paix, les traités et les alliances avec l'étranger, les dispositions relatives à l'acquisition de la naturalisation et aux faillites, les monnaies, les poids et mesures, les postes, les péages et le militaire, toutes ces choses sont affaires fédérales et ressortent du congrès (diète). Ce congrès se compose de deux autorités ou

chambres , de la chambre des représentans et du sénat. Les représentans sont l'organe de la nation ; le sénat celui des cantons.

Le municipal. Le système des deux chambres domine ainsi aux Etats-Unis , ce qui a quelque ressemblance avec la constitution de l'Angleterre.

Treuherz. Les représentans sont nommés proportionnellement à la population , un par 33,000 âmes. Ainsi , par exemple , New-Hampshire envoie 3 représentans à la chambre , Massachusset 8 , New-York 6 , New-Jersey 4 , Conecticut 5 , Virginie 10 , Delaware 1.

Schweizerbart. C'est raisonnable ; le canton le plus peuplé , le plus imposé pour les dépenses fédérales , doit aussi avoir le plus de représentans.

Treuherz. Cependant , pour que la vie cantonale ait aussi ses représentans , le sénat est encore adjoint à la chambre des représentans. Ici on n'a plus égard à la population : chaque canton , grand ou petit , envoie deux députés au sénat.

Le régent. Mais les instructions ?

Treuherz. On ne connaît pas cette absurdité aux Etats-Unis. Les membres de la chambre des députés , ainsi que ceux du sénat , votent librement , suivant leur conviction. Toutefois , pour qu'on ne prenne pas une décision à la légère , tout projet de loi doit subir une triple épreuve , c'est-à-dire , il faut qu'il soit adopté par la chambre des représentans , par le sénat et par le président. Celui-ci est le fonctionnaire exécutif suprême de la confédération et a le militaire sous ses ordres.

Le municipal. Si la chambre des représentans et le sénat votent sans instructions , je ne comprends pas comment le sénat représente les intérêts cantonaux.

Treuherz. Il y a néanmoins un certain contrepoids , puisque la chambre des représentans est nommée d'après la population , tandis que chaque canton a le même nombre de députés dans le sénat ; mais ce contrepoids est faible , parce que le sénateur ne préfère pas toujours l'intérêt cantonal à l'intérêt fédéral. Franklin était aussi opposé en effet à ce système des deux chambres , dans lequel il voyait une imitation de la constitution anglaise. Plusieurs confédérés distingués ont conseillé ce système à la Suisse ; mais il me paraît que le mérite principal de la constitution des Etats-Unis consiste en ceci , c'est qu'elle distingue exactement entre ce qui est affaires fédérales et affaires cantonales , remettant sans restriction les premières à une autorité nationale nombreuse qui délibère librement , et les secondes à la législature des cantons. On prévient par là ,

d'un côté , le morcèlement dans lequel , nous Suisses , nous nous trouvons maintenant , et de l'autre , on évite la faute que commit le gouvernement helvétique , quand , de Berne , il voulut gouverner toute la Suisse , comme un pays monarchique.

Schweizerbart. Le président paraît être aux Etats-Unis un homme puissant ; je le croirais presque trop puissant pour la Suisse.

Treuherz. C'est pourquoi il est élu , lui et le vice-président , par la nation tout entière et seulement pour quatre ans. Nous Suisses , il ne nous faut jamais oublier que des autorités délibérantes doivent être aussi nombreuses que possible , et vice-versa pour des autorités exécutives.

Le régent. Les Américains des Etats-Unis ont-ils aussi un tribunal fédéral suprême ?

Treuherz. Sans doute.

Schweizerbart. Le congrès est-il toujours réuni ?

Treuherz. Il ne s'assemble dans la règle qu'une fois par année , au mois de décembre.

Schweizerbart. Si c'est ainsi , la constitution fédérale des Etats-Unis ne doit pas être très-coûteuse.

Treuherz. Les Américains se trouvent avec elle libres et heureux. La grandeur , la puissance et la richesse de cette confédération s'accroissent d'année en année. Chacune des institutions américaines ne peut pas , on le comprend facilement , être appliquée à la Suisse ; il nous faudrait cependant baser notre nouvelle constitution fédérale sur les principes fondamentaux que l'expérience a si glorieusement sanctionnés au-delà de l'Atlantique ; alors le bonheur qui naît de la liberté se marierait aussi chez nous à la force que produit la concorde.

XVIII.

Schweizerbart. Si les citoyens des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ont une constitution tellement bonne que des centaines , des milliers de personnes quittent chaque année leur patrie et font un si long voyage pour vivre et mourir sous son ombre , qui nous empêche maintenant d'introduire aussi chez nous cette constitution dans ses parties essentielles ? Cela dépend de nous seuls cependant ; un peuple n'a plus rien à désirer quand il est lui-même l'arbitre de ses destinées.

Le municipal. Les Américains furent précédemment unis par le lien qui les attachait à la mère-patrie , en sorte qu'après leur affranchissement , ils purent facilement constituer leur union. Nous Suisses , en revanche , nous avons été séparés de

tout temps. Nous devons nous rattacher à ce qui existe, et c'est précisément ce qui fournit un aliment à la discorde.

Schweizerbart. Il n'y a qu'à arracher de suite cette mauvaise herbe, qu'à faire sécher au soleil ces chardons et ces orties ! La bêche de l'ouvrier laborieux saura bien nettoyer le champ.

Le municipal. Malheureusement les ouvriers nous manquent précisément. Les grands-conseils de la plupart des cantons ne valent rien ; ils sont trop égoïstes ; ils ont des vues trop étroites.

Schweizerbart. Mille bombes ! Si les messieurs ne veulent pas mordre à l'affaire, il faudra que nous paysans, nous mettions de nouveau la main à la pâte. C'était la même chose en 1830 ; l'affaire n'allait pas non plus ; nous eûmes notre grande assemblée de Veinfelden ; ça changea alors de tournure ; les aristocrates dansèrent si joliment la sarabande que c'était plaisir à les voir. Oui, oui, il faut que le souverain se lève et dise : je veux ça et ça. Des assemblées populaires, sinon l'affaire ne marchera pas ! Des assemblées populaires, aussi vrai que je m'appelle Schweizerbart ?

Le Régent. Je m'étonne en effet qu'on n'applique pas à la réforme du pacte, ce moyen qui a rendu de si grands services en 1830, lors des réformes cantonales. Pourquoi n'organise-t-on pas des assemblées populaires ?

Le municipal. Parce qu'on craint qu'elles ne soient pas fréquentées.

Treuherz. Il y a sans doute quelque chose de vrai là dedans. Il fut fortement question d'assemblées populaires à la réunion qu'eurent à Zofingen, en février 1834, les députés des sociétés politiques. Troxler et d'autres confédérés les recommandèrent.

Schweizerbart. Pourquoi n'en convoqua-t-on pas ?

Treuherz. Là où on pouvait en convoquer, elles n'étaient pas nécessaires, et là où elles l'étaient, on ne le fit pas. Dans les cantons de Berne, de Thurgovie, de Bâle-campagne, de telles assemblées populaires auraient été vraisemblablement nombreuses ; mais elles n'y étaient pas nécessaires, parce que les grands-conseils, agissant dans l'esprit du peuple, s'étaient déjà prononcés pour l'établissement d'une constituante fédérale. Il en était autrement dans les cantons dont les grands-conseils avaient donné des instructions non fédérales. Là des assemblées populaires auraient pu sans doute faire quelque chose et provoquer peut-être de meilleures instructions ; mais qui veut convoquer de telles assemblées, où l'on agite des questions fédérales, dans les cantons des Grisons, du Valais,

d'Appenzell, du Tessin, de Vaud, de Schaffhouse, de Genève, etc.? Nous ne pouvons nous dissimuler que le peuple de ces cantons et d'autres ne prend, encore à l'heure qu'il est, que trop peu d'intérêt à la réforme du pacte.

Schweizerbart. Pourquoi cette tiédeur?

Treuherz. L'opinion publique dans ces cantons paraît être encore trop peu éclairée sur les questions fédérales.

Le Régent. Qu'on éclaire donc le monde!

Le municipal. C'est plus facilement dit que fait.

Treuherz. On nomma à Zofingen une commission composée des citoyens Kasthofer, Troxler, Snell, Druey, Stokmar, Casimir Pfiffer, Niederer et Hegetscheweiler. Elle devait composer un ouvrage populaire instructif sur la constitution fédérale et sa réforme.

Le municipal. Mais si le monde n'achète pas ces ouvrages et d'autres de ce genre?

Le Régent. Il faut alors les leur donner.

Le municipal. Mais s'ils ne comprennent pas ce qu'ils lisent, ou s'il y en a beaucoup qui ne sachent pas du tout lire?

Le Régent. Il faut que les sociétés politiques le leur expliquent. M. le d^r. Niederer, si je ne me trompe, a proposé à Zofingen de former en Suisse une société nationale. Cette idée me plaît.

Le municipal. O, ne me parlez pas de vos sociétés! Je proposerais bientôt de former une société chargée d'examiner comment on pourrait rendre réellement patriotiques et utiles les nombreuses sociétés de ce genre qui existent en Suisse. Que produisent ces sociétés? des paroles, de belles paroles, et rien de plus. Mais ces paroles n'avancent pas grand'chose.

Le Régent. Il y a des objets sur lesquels il faut d'abord discourir avant de pouvoir les traduire en faits. La réforme de la constitution fédérale en est un, à mon avis.

Le municipal. Je laisse à chacun ses opinions. Plus je considère l'obstacle qu'il nous faut surmonter, plus je lui compare les moyens dont nous pouvons faire usage, plus l'entreprise me paraît périlleuse et la réussite incertaine.

Treuherz. Tamerlan, ce puissant conquérant de l'Asie, n'était que le fils d'un pauvre berger; au commencement de sa carrière, il eut à lutter contre d'immenses difficultés qui lui firent souvent désespérer du succès. Il fut forcé, un jour, de se cacher dans les ruines d'un vieil édifice pour échapper aux poursuites de ses ennemis. Il y passa quelques heures, harassé de fatigue, affamé et découragé. Pour détourner ses pensées de la position désespérée dans laquelle il se trouvait,

il observa attentivement une fourmi qui s'efforçait de porter sur une petite éminence un grain de froment plus gros qu'elle. Longtemps ses efforts furent infructueux ; l'insecte dégringolait toujours avec son fardeau ; Tamerlan avait déjà compté soixante-neuf tentatives inutiles ; à la soixante-dixième, la fourmi atteignit heureusement le sommet. Tamerlan vit cela , le courage rentra dans son cœur ; il sortit..... et les trônes s'écroulèrent , et les empires fléchirent sous sa volonté de fer.

La leçon de la fourmi devrait-elle servir seulement aux conquérans , et non à l'ami de la liberté et du peuple ? Rien n'est impossible aux efforts prudents et persévérans du patriote : aucun obstacle n'est insurmontable pour les forces réunies des vrais amis de l'humanité. Il est petit le flocon de neige que le souffle du temps détache de la cîme de la montagne , mais dans sa course il devient une gigantesque avalanche qui se précipite avec le fracas du tonnerre dans la vallée. Faible est la goutte d'eau qui tombe sur le marbre , et cependant elle finit par le percer. Que les obstacles qui s'entassent contre la régénération de notre chère patrie paraissent insurmontables ! Nous ne perdrons pas courage ; l'histoire est avec nous , car nous lisons à chacune de ses pages cette leçon : Tout ce qui est grand était petit au commencement , tout ce qui est bon n'est pas venu sans douleur au monde. Trois hommes ont fondé la Confédération Suisse , douze apôtres ont répandu la doctrine de notre Seigneur dans l'univers. Donnez-nous trois-cents confédérés prudents et désintéressés , qui , disséminés dans toute la Suisse , dirigent toutes leurs forces sur un seul point ; donnez-nous trois-cents confédérés qui parlent , écrivent et meurent pour une réforme de la constitution fédérale ; la force de faire entendre la vérité se manifestera aussi dans cette occasion , la bonne cause triomphera et le destin qui nous menace sera détourné de nos enfans et de nos neveux.

Schweizerbart. Je ne connais pas , Monsieur Treuherz , vos anciennes histoires de Tamerlan et de Tchinghis-Khan ; mais j'ai entendu parler d'un géant , qui était un vrai Samson tant qu'il touchait la terre et qu'il y puisait des forces , mais qui devenait faible comme un enfant dès qu'on le tenait en l'air. Ce géant est le pacte Suisse et le peuple est la terre. Faites bien attention que je ne puis pas m'exprimer comme je le voudrais ; mais vous me comprenez déjà. Une corneille ne crève pas les yeux à une autre ; les Messieurs sont des Messieurs , ils font de longs discours , portent de beaux toasts , puis

rentrent chez eux. Il faut que les amis de la liberté s'appuient sur le peuple , il faut faire de nouveau un appel aux paysans , sinon , sur mon âme , le char fédéral ne bougera pas.

Le municipal. Mais il me paraît que la poire n'est pas encore mûre. Notre constitution fédérale actuelle est vicieuse , mais , quelque urgente que soit une réforme , nous ne pouvons l'opérer. Il ne nous reste ainsi qu'à prendre de la tisane de patience. J'endure tranquillement ce que je ne puis changer.

Schweizerbart. Il m'est impossible de me contenter de ce remède ; car il peut arriver des circonstances , comme une guerre , etc..... où l'on.... oui , où l'on. .. Mais que voyons-nous là-bas sur la montagne ? cette rougeur m'est suspecte !

Le Régent. C'est la lune.... la lune qui se lève.

Schweizerbart. Fou que tu es , la lune ne se lève pas de ce côté là , c'est un incendie.

Treuherz. Ecoutez ! on sonne au feu ! — on voit les flammes s'élever derrière la forêt !

Schweizerbart. Partons ! sortons la pompe , — ce doit être un grand feu , — la distance est peu considérable. — Partons ! partons !

XIX.

Peu d'instans après on entendit rouler la pompe à feu. Le municipal , le Régent , Treuherz et Schweizerbart furent les premiers qui coururent au secours du village en feu. Bien que celui-ci ne fut distant que de deux lieues , à leur arrivée , il y avait déjà vingt-deux maisons en flammes. Comme ce village ne possédait qu'une mauvaise organisation pour les incendies , on avait laissé passer , sans en profiter , le moment où l'on aurait pu se rendre facilement maître du feu , et les communes environnantes arrivèrent assez à temps encore pour être témoin de cette scène terrible de destruction. Le village entier fut réduit en cendres ; beaucoup de ménages aisés se trouvèrent ainsi dans l'indigence ; quelques personnes perdirent la vie dans les flammes. Lorsque , le Dimanche suivant , nos amis se trouvèrent réunis suivant leur coutume , près des arbres qui bordaient le rivage , Treuherz y arriva l'air morne et abattu.

Le municipal. Pourquoi donc êtes-vous si triste ?

Treuherz. Je songe encore à cette nuit d'effroi. Le malheur de ces pauvres gens est incalculable.

Le municipal. C'est vrai , cependant c'est en grande partie par faute. S'ils avaient eu une pompe à feu et un réservoir d'eau , on aurait pu , dans les vingt premières minutes , pré-

venir la catastrophe. Ce qu'il y a de pire encore, c'est qu'ni les maisons, ni les mobiliers n'étaient assurés.

Le Régent. Depuis long-temps déjà, on conseillait à la commune d'acheter une pompe à feu, et de faire construire un bon réservoir, puisque le village est éloigné de la rivière. Peine perdue! Les préposés, ayant calculé qu'en leur qualité de bourgeois les plus riches, ils devraient contribuer pour la plus grande partie à ces dépenses, ont toujours su empêcher l'affaire. On ne peut pas ainsi accuser la commune.

Le municipal. On peut aussi l'accuser, sans doute. Elle aurait dû forcer les préposés, et, cas échéant, invoquer le secours du gouvernement.

Le Régent. La majorité était indifférente, endormie, consolant par la pensée que depuis des siècles il n'y avait eu ni pompe, ni réservoir dans la commune, et que cependant aucun malheur n'était arrivé.

Le municipal. Quelques bourgeois auraient dû, cependant, faire assurer leurs maisons et leurs mobiliers, et se mettre ainsi à l'abri autant, du moins, que cela dépendait d'eux.

Le Régent. Je sais que quelques-uns y avaient songé. Mais ayant craint de se rendre par-là ridicules aux yeux des autres habitants du village, ou même de s'en faire haïr, ils ajournèrent l'exécution de cette mesure jusqu'à-ce que.....

Le municipal. Jusqu'à-ce que le malheur les surprit et frappa les riches comme les pauvres. — Cette folie et cette insouciance dépassent toute idée! Ces gens sont à plaindre mais, je le répète, ils sont eux-mêmes la cause de leur malheur, puisqu'ils n'ont pas pris à temps les mesures de précaution nécessaires.

Treuherz. Doucement, doucement, Monsieur le Municipal.

Le municipal. Que veut dire cet index dirigé sur moi?

Treuherz. Appliquez ce que vous venez de dire aux affaires fédérales. Représentez-vous que la commune est le peuple de la Suisse; les vingt-deux maisons en flammes, les vingt-deux cantons; la pompe à feu, la constitution fédérale améliorée et l'incendie une guerre européenne. Qu'en dites-vous maintenant?

Schweizerbart. Merci, brave et digne Monsieur Treuherz, merci, vous rendez là ce que je sentais!

Le municipal. Que dirai-je? Je reconnais ma folie.

Treuherz. Cette nuit d'effroi m'a affecté. Le sort de ces pauvres gens m'afflige profondément; mais celui de notre chère patrie, dont le premier est une image, pèse bien plus encore sur mon âme. Lorsque je vis les riches préposés de cette com-

mune rester muets et comme pétrifiés par le désespoir, devant le gouffre de feu qui dévorait leurs richesses ; lorsque j'entendis les pauvres veuves et orphelins maudire l'avarice et l'insouciance des fonctionnaires communaux ; lorsqu'on sortit des décombres fumantes les cadavres de deux hommes qui, précédemment, avaient toujours insisté sur l'amélioration de l'administration des secours pour les incendies ; alors un sinistre pressentiment me saisit, il me sembla que l'ange gardien de notre patrie Suisse planait sur cette mer de flammes tourbillonnantes, et criait : Venez, ô confédérés, et apprenez comment la sottise et la légèreté se punissent elles-mêmes. Ecoutez les avertissemens qu'on vous donne ; rachetez le temps et donnez-vous un meilleur pacte.

Le régent. C'est vrai, nous devrions profiter du moment.

Treuherz. Portez vos regards à droite, à gauche, vers le sud, vers le nord. Que remarquez vous partout ? un je ne sais quoi qui n'existait pas auparavant, une fermentation dans les esprits, une agitation profonde dans les peuples. Les nuages traversent l'horizon, les vagues se creusent, les vents se déchaînent...., la tempête sera là avant que nous en ayons senti la présence...., la tempête qui appelle tous les élémens à la lutte entre la liberté et l'esclavage...., la tempête qui fait voler les couronnes de la tête des rois, et, de sa voix tonnante, fait sortir de leurs tombeaux les peuples qu'on croyait enormis pour toujours. Ce je ne sais quoi qui remplissait d'épouvante Hérode à l'aspect de la crèche de Bethléhem, qui élevait au moyen âge des bûchers des martyrs de la vérité, et, comme les gémissemens d'une ombre, était répété par l'écho des vastes salles du Vatican.... il est là de nouveau ; le signal de palais en palais, il annonce aux peuples de la terre l'aurore d'un nouveau jour. Dans les dernières années, nous avons vu bien des choses, nous avons assisté à de bien grands spectacles : d'antiques trônes se sont écroulés, de nouveaux se sont élevés ; des peuples ont brisé leurs fers et ont été de nouveau subjugués. La fin n'est pas encore là ; ce que nous avons vu n'a été que le prologue du drame qui se déroule aux yeux du monde étonné. Allez dans tous les cantons, annoncez sur toutes les montagnes et dans toutes les vallées que l'heure de l'épreuve approche et que mon peuple doit radoubler le vaisseau rongé des vers avant que s'élève la bruyante tempête dont l'univers sera ébranlé.

Le municipal. Et si on ne le croit pas, si les fils des Alpes se moquent de toi et de nous, et nous traitent d'insensés, de visionnaires ?

Treuherz. Alors nous aurons fait notre devoir. Semblable à l'homme qui, du haut des murailles de Jérusalem, annonçait la chute de cette cité, nous instruirons, avertirons et supplierons jusqu'à ce que nous périssions sous les ruines de la patrie. Nos petits-fils, assis sur ces ruines, pleureront la liberté, maudiront l'aveuglement des chefs qui la laissèrent périr ; mais nous, ils ne nous maudiront pas. Adieu ! Veillez et priez ! Agissez et espérez !

XX.

A ces derniers mots, *Treuherz* prit congé de ses concitoyens en leur touchant la main, et disparut sous les arbres en fleurs qui bordaient le rivage. Silencieux et profondément émus, les trois autres regagnèrent leurs demeures.

La lune, dans son plein, s'était levée derrière les sombres forêts du Vorarberg et ses rayons traçaient un chemin argenté d'un bord du lac à l'autre. Pas un zéphir ne ridait la surface de ce vaste bassin ; tout dormait dans la nature ; la cime blanche du vieux *Säntis* se détachait, seule, brillante, du ciel azuré. Déjà la douzième heure avait retenti du clocher du village voisin et *Treuherz*, les bras croisés, se trouvait encore sur le sommet d'un rocher et contemplait, le regard morne, les Alpes de la patrie.

Les signes sont nombreux, se dit-il à lui-même, mais qui sait quel sera le dernier ? qui compte les éclairs, précurseurs de l'orage ? les roulemens du tonnerre qui nous annoncent l'approche de la tempête ? qui sait où commence la bonté de Dieu et où finit sa clémence ? quel homme lit dans le livre de l'avenir le moment de la mort d'une chenille ou l'année funéraire d'un peuple ? Ne désespère pas, ô mon âme ! Espère au Seigneur, il ne nous abandonnera pas !

Alors il s'agenouilla sur le rocher en saillie, étendit les mains vers le ciel et s'écria :

Tu connais, Seigneur ! la douleur profonde qui me ronge le cœur ; tu comptes les larmes que je répands ici en silence.

Ta bonté est infinie et ta gratuité passe d'âge en âge.

C'est pourquoi je te prie, ô Dieu ! pour mes frères, et j'implore ta compassion pour ce peuple plongé dans le sommeil.

Le pays que tu as donné à nos pères est beau, et nous avons pour lot une contrée riante.

De nombreux troupeaux couvrent nos montagnes ; le lait et le vin découlent de nos collines ; de riches moissons dorment nos vallées.

Tu nous a placés au cœur de l'Europe, tu nous a donné de

passages et des rivières afin que , de ces montagnes , ils nous conduisent aux grands marchés de l'univers.

Mais , inutile est la richesse de notre pays , inutile l'industrie de nos mains. Les souverains nous entourent d'un triple cordonnet , comme les bêtes de la forêt , et nous excluent du commerce , comme un peuple pestiféré.

Parce que la liberté est l'élément dans lequel nous vivons et qui nous fait jouir de l'existence ; parce que les peuples de l'Europe dirigent en soupirant leurs regards vers le pays des Alpes , le peuple paisible des montagnes est odieux aux souverains , le nom suisse fait frissonner les princes et les rois quand il retentit à leurs oreilles.

Tu nous as entourés , comme d'un rempart , de cette couronne des Alpes ; tu nous as enceints , comme d'un fossé , de ces torrens aux eaux bruyantes.

Lorsque tu entassais ces masses gigantesques jusque par delà la région des nuages et que tu couvrais leurs sommets d'une neige éternelle , tu disais , ô père ! : Ici doit habiter un peuple heureux , ne connaissant point d'autre maître que moi , le maître de l'univers. Il sera indomptable comme le Lämmergeier qui plane sur sa tête en décrivant des orbes immenses ; il humera la liberté comme l'aigle qui se berce à l'éclat du soleil.

Le peuple est bon et ses os sont de fer ; mais les pères du peuple s'inclinent devant les étrangers et leur cœur tremble comme la feuille du peuplier , à l'ordre des puissans du jour. La crainte est leur sagesse et la pâle angoisse leur conseillère. Ils font bien parade des victoires de leurs ayeux , et couvrent leur nudité de la gloire des temps anciens ; mais les vertus des anciens leur manquent et l'énergie des temps anciens est pour eux un mystère.

Nos pères se confiaient en leurs droits , en leur courage et en toi , ô Seigneur ! et l'ignominie ne les atteignit pas.

Ils sacrifièrent leur vie sur l'autel de la patrie , et la liberté de leurs descendans orna leur tombeau glorieux.

Ils unirent leurs forces , et le prestige de la victoire rendit leur nom grand parmi les peuples de la terre.

Maintenant la foi est éteinte , la vertu s'est perdue et la concorde , hélas ! la concorde a disparu.

C'est pourquoi les Suisses sont devenus la risée de leurs voisins et le jouet des rois.

Le jour j'en ai l'âme attristée , et la nuit je ne puis me livrer à un sommeil bienfaisant.

Me voici , Seigneur ! poussant des cris plaintifs comme l'oiseau perchée sur le toit d'un moribond , me voici à genoux ,

désespéré , étendant mes mains vers toi , comme le voyageur qui , dans le désert et privé d'eau , voit périr sa compagne.

Ecoute , ô Seigneur ! celui qui t'implore , et aide-nous !

Romps le charme qui a fasciné nos députés à la Diète comme ceux qui construisirent la tour de Babel , qui en a fait des statues de sel comme de la femme du fugitif Loth ! Ote le cauchemar qui oppresse la poitrine du peuple suisse , qui par ses songes effrayans l'excite à fuir , mais l'enchaîne plus fortement , en se moquant , à ses foyers inhospitaliers !

Eveille le peuple , ce peuple qui dort , afin qu'il apprenne connaître la cause de son abaissement ! illumine ses yeux afin qu'il contemple l'abyme au bord duquel il se trouve , et qu'il s'en éloigne pendant qu'il en est temps encore !

Dis à ceux qui sont dans l'erreur , à ceux dont le cœur est fermé , que tu es le Dieu du Suisse qui s'approche de tes autels et le Dieu du Suisse qui t'adore sans faste ; dis-leur qu'ils sont tous tes enfans et que l'amour , l'amour qui sort des profondeurs de l'être , est le grand commandement de ton fils !

Dis à ceux qui sont aveuglés et à ceux qui sont orgueilleux qu'il y a une patrie qui nous embrasse , nous nourrit et nous protège tous , que les bergers des montagnes et les laboureurs des vallées sont Suisses , que tous sont Suisses depuis le Rhône jusqu'au Rhin !

Allume , ô Dieu ! dans leurs cœurs le feu sacré de l'amour de la patrie ! amende ceux pour lesquels le canton est l'univers et Mammon la divinité !

Et quand la Suisse se présente devant les cantons et demande un sacrifice pour la commune patrie ; quand , semblable à une pauvre mère malade , elle s'adresse à ses vingt-deux fils et étend vers eux ses mains suppliantes ; alors , Seigneur ! parais devant nos grands-conseils et nos landsgemeindes , sois alors l'avocat de la Suisse et son défenseur. Apprends aux insensés que les parties ne peuvent subsister que quand elles sacrifient volontairement ce que demande la conservation de l'ensemble !

Ote , ô Dieu ! la discorde qui sépare , divise et affaiblit les confédérés comme un troupeau privé de son berger ! Monte au peuple les aigles menaçans dans les airs , et les lions en embuscade sur les frontières du pays !

Conduis mon peuple à la fourmi et à l'abeille ! conduis-le dans la prairie sacrée du Grutli ! ouvre-lui les annales du passé et enseigne-lui : que la concorde affranchit les faibles et que la discorde rend esclaves les forts !

Oui , Seigneur ! accomplis toi-même ce qui n'a pas réussi

ux sages et aux justes ! unis toi-même les mains des conférés en signe de nouvelle alliance !

Tu diriges le soleil, la lune et les étoiles dans les vastes espaces du firmament, tu conduis le cœur des humains comme les ruisseaux d'eau.

Ta bonté est infinie et ta gratuité passe d'âge en âge.

Tu es ma consolation et ma confiance !

Je te prie pour mes frères et j'implore ta compassion pour le peuple plongé dans le sommeil !



1870

[Faint, illegible handwriting visible through the paper.]

Bornhauser, Thomas,

Schweizerbart et Treuherz de Thomas Bornhauser

Lausanne 1835

P.o.germ. 157 k

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10106094-8